



THE ISLAMIC CORPORATION FOR  
THE INSURANCE OF INVESTMENT  
AND EXPORT CREDIT

# Développement inclusif, réactif et résilient



مجموعة البنك الإسلامي للتنمية  
Islamic Development Bank Group



Rapport annuel 2022 de la SIACE  
sur l'efficacité du développement



سورة الاحقاف  
الاحقاف  
الاحقاف

# Contents

<b>01</b>	<b>Acronymes et abréviations</b>	<b>5</b>	<b>04</b>	<b>Profils de projets</b>	<b>18</b>	<b>07</b>	<b>Considérations climatiques</b>	<b>34</b>
	<b>Avant-propos du PDG</b>	<b>6</b>		De l'eau potable en Égypte	19		La SIACE et la finance verte	36
	<b>Sommaire exécutif</b>	<b>8</b>		Installation d'approvisionnement en eau en Côte d'Ivoire	20	<b>08</b>	<b>À l'honneur : Projet d'assainissement de l'eau au Sénégal</b>	<b>40</b>
<b>02</b>	<b>Introduction à la SIACE et notre alignement sur le développement</b>	<b>12</b>		Immeuble de Bureaux Vert en Côte d'Ivoire	20	<b>09</b>	<b>les perspectives 2023</b>	<b>42</b>
<b>03</b>	<b>L'impact de la SIACE en chiffres</b>	<b>14</b>		Soutien au secteur agricole : un accent sur le renforcement du portefeuille des États membres	21		<b>Annexe</b>	<b>46</b>
	Impact sur le développement du secteur des exportations en 2022	16	<b>05</b>	Machines agricoles au Turkménistan	21			
	Impact sur le développement des états membres en 2022	16		<b>Cadre de la SIACE sur l'efficacité du développement</b>	<b>22</b>			
	Impact sur le développement du secteur financier conforme à la charia en 2022	17		La « Théorie Du Changement » De La Siace	25			
	Impact sur le développement humain en 2022	17		Les Produits de la SIACE soutenant le développement	26			
			<b>06</b>	<b>Collaborer pour une croissance durable</b>	<b>28</b>			
				Sécurité alimentaire et résilience	32			



# Acronymes et abréviations

Abréviation ANGL/FR	Signification
ADER	Rapport annuel sur l'efficacité du développement
BMP	Police principale de la Banque
IRCP/ACRP	Assurance crédit et risques politiques
DCIP	Police d'assurance crédit documentaire
DFI/IFD	Institution financière de développement
CEA/ACE	Agence de crédit à l'exportation
EMDE/MEED	Marchés émergents et économies en développement
IRM/GRE	Gestion des risques d'entreprise
FAIR	Fédération des Assureurs et Réassureurs Afro-Asiatiques
FDI/IDE	Investissement étranger direct
FEI/FIE	Fédération des industries égyptiennes
FII/AIE	Assurance investissement étranger
FSRP	Programme de réponse à la sécurité alimentaire
GSIP	Police d'assurance Sukuk vert
ICCIA/CICIA	Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture
CIM	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIACE	Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation
DI	Dinar islamique
IFRP	Acceptations facultatives en réassurance
IFSR	Notation de la solidité financière de l'assurance
IGP	Partenariat mondial InsuResilience
IPGR	Portefeuille d'assurances Réserve générale
BID	Banque islamique de développement
GBID	Groupe de la Banque islamique de développement
IsDBi	Institut de la Banque islamique de développement
ISFD/FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement

ITFC	Société internationale islamique de financement du commerce
CL/LC	Lettre de crédit
LDMS	États membres les moins avancés
LIMS	États membres à faible revenu
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MoU	Protocole d'accord
MS/EM	États membres
MT	Moyen terme
NEXI	Assurance Nippon des exportations et des investissements
NHSFO	Non-respect des obligations financières souveraines
NMMC	Compagnie minière et métallurgique de Navoi
OCI	Organisation de la coopération islamique
PHF	Fonds des assurés
PRI/ARP	Assurance risques politiques
RA/AR	Accord de réassurance
RAII	Société d'investissement internationale Al-Rajhi
RAS	déclaration d'appétit pour le risque
RMP/PGR	Perception de la gestion des risques
ODD	Objectif de développement durable
SHF/FA	Fonds des actionnaires
SME/PME	Petite et moyenne entreprise
SMI/PMI	Assureur Multilatéral Spécialisé
SPRP	Programme de préparation et de réponse stratégiques
SSA/ASS	Afrique sub-saharienne
SSAE	Afrique subsaharienne et Europe
ST/CT	Court terme
STP/PTS	Politique de transaction spécifique
TFEB	Banque d'État des affaires économiques étrangères - Turkménistan

# Avant-propos du PDG

---



Nous serons toujours déterminés à faire progresser notre mission et à étendre notre impact dans les prochaines années. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec nos États membres, partenaires et parties prenantes pour identifier les défis émergents et développer des solutions d'assurance sur mesure qui répondent à leurs besoins uniques. Grâce à la collaboration et à l'innovation, nous nous efforcerons de créer un environnement propice à une croissance économique durable, à la facilitation des échanges et à l'attraction des IDE. ”

Je suis ravi de souligner les réalisations remarquables et l'efficacité du développement de la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE) tout au long de l'année 2022.

Au cours de l'année écoulée, la SIACE a fait des progrès significatifs dans l'utilisation de ses solutions d'assurance afin de soutenir le commerce et de faciliter l'afflux d'IED dans nos États membres. Nous croyons fortement qu'une atténuation efficace des risques à travers des assurances et les garanties joue un rôle fondamental pour renforcer la confiance des investisseurs et favoriser la croissance économique. En fournissant une couverture complète contre les risques politiques et commerciaux, nous avons permis aux entreprises de s'engager dans le commerce et l'investissement transfrontaliers avec une plus grande assurance, favorisant ainsi la stabilité et la prospérité économiques.

Le « Cadre d'efficacité du développement » a été soutenu par la « Théorie du changement » de la SIACE, développée pour montrer comment la SIACE travaille méthodiquement pour atteindre ses impacts ciblés dans les principales catégories du développement et ce, tout en coordonnant nos résultats avec les États membres. La « Théorie du changement » est fondée sur la prémisse que l'influence de la SIACE doit s'inscrire dans un cadre plus large qui s'aligne sur les plans de développement nationaux des États membres et sur la stratégie du groupe de la BID. La mission et les programmes de la SIACE promeuvent un développement inclusif, réactif et résilient dans les États membres et soutiennent directement l'expansion de l'industrie islamique de finance.

Dans le but d'accroître la prospérité économique, le développement et la résilience des 48 États membres de la SIACE, nous agissons en tant que catalyseur de transformation pour la promotion du commerce et des investissements. Dans le Rapport annuel sur l'efficacité du développement (ADER) 2022, nous soulignons l'impact des développements qui remontent jusqu'à la création de la SIACE en 1994. Depuis sa création, la société a contribué à hauteur de 95 milliards de dollars aux exportations, aux importations et aux investissements étrangers directs. Sur ce total, 19,2 milliards de dollars correspondent aux investissements directs étrangers et 75,8 milliards de dollars au commerce.

Nos solutions d'assurance ont soutenu divers secteurs, notamment l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, la fabrication et bien d'autres. En sécurisant les investissements et les transactions d'exportation, nous avons créé un environnement favorable qui incite les investisseurs locaux et internationaux à explorer de nouvelles opportunités et à étendre leur présence dans nos États membres. Notre implication a contribué directement à la diversification des économies, et ce, en entraînant la création d'emplois et le transfert de connaissances et de technologies précieuses.

En outre, nous avons accordé la priorité aux initiatives de renforcement des capacités et de partage des connaissances afin d'autonomiser les institutions et les professionnels locaux. Grâce à des programmes de formation ciblés, des ateliers et des plateformes d'échange de connaissances, nous avons renforcé les capacités de nos États membres à gérer les risques et à saisir de manière efficace les opportunités. Lorsque nous dotons nos partenaires des outils et de l'expertise nécessaires, nous nous efforçons de favoriser l'autonomie et de leur donner les moyens de naviguer dans le paysage en constante évolution du commerce et de l'investissement internationaux.

La SIACE a déployé beaucoup d'efforts pour aider les États membres pendant la crise et plus tard, lorsqu'ils commençaient à se remettre progressivement mais inégalement de ses séquelles. Après la pandémie, la guerre en Europe se profilait juste au moment où il y avait des raisons d'être optimiste. La Russie et l'Ukraine exportent collectivement la plus grande partie de blé et fournissent la plupart des matières premières nécessaires pour les engrais dans le secteur agricole. Les États membres de l'OICI, importateurs importants, ont été gravement touchés par la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, notamment ceux de l'Afrique.

Face à cela, la SIACE a intensifié ses efforts pour promouvoir la sécurité alimentaire en tant que priorité absolue. En 2022, nous avons versé 824 millions de dollars pour l'importation de produits essentiels, 528 millions de dollars pour le secteur de la santé et 62 millions de dollars pour les PME dans la reprise après les effets financiers négatifs.

Nous avons de bonnes raisons d'être plus positifs. Le rôle important que la SIACE a joué lors de la 27<sup>ème</sup> Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques, COP27, à Charm El-Cheikh, en Égypte, en novembre 2022, puisque nos partenaires des secteurs public et privé égyptiens et mondiaux ont apporté des contributions spécifiques à l'impact des initiatives de la SIACE dans l'atténuation du changement climatique. Ces collaborations ont donné à la SIACE l'opportunité d'évaluer la viabilité des initiatives d'adaptation au climat avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire en Afrique.

Les enjeux de l'année 2023 sont déjà devant nous. Les années qui viendront seront cruciales pour l'économie mondiale et l'environnement, nous devons donc aborder notre optimisme avec réalisme. Dans le contexte de la finance liée à l'ESG et de l'investissement durable, nous sommes convaincus que notre modèle commercial, basé explicitement sur les principes de la charia et la finance islamique, jouera un rôle essentiel dans la promotion de l'expansion de l'économie mondiale, en particulier des pays de l'OICI.

Nous serons toujours déterminés à faire progresser notre mission et à étendre notre impact dans les prochaines années. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec nos États membres, partenaires et parties prenantes pour identifier les défis émergents et développer des solutions d'assurance sur mesure qui répondent à leurs besoins uniques. Grâce à la collaboration et à l'innovation, nous nous efforcerons de créer un environnement propice à une croissance économique durable, à la facilitation des échanges et à l'attraction des IDE.

Enfin, je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer ma gratitude aux membres dévoués de l'équipe de la SIACE, dont les efforts ont été à la base du succès continu de la Société. Ma gratitude va aux Honorables Membres du Conseil des Gouverneurs, Son Excellence, le Président du Conseil d'Administration de la SIACE, et l'honorable Conseil d'administration.

En regardant l'avenir avec assurance et optimisme dans nos cœurs et nos pensées, ces qualités continueront d'être essentielles.

**Oussama Abdul Rahman Kaissi**  
Directeur Général

## CHAPITRE UN

# Sommaire exécutif





## ADER 2022 : Développement inclusif, réactif et résilient

Les objectifs de développement et le financement d'impact sont restés primordiaux à l'agenda de la SIACE en 2022, avec une concentration plus forte sur la transition énergétique, la sécurité alimentaire et le développement responsable et résilient à la suite de la pandémie et de la guerre en Ukraine. Les partenariats ont été un autre mot d'ordre pour l'aide au développement. Le renforcement de la coopération entre la SIACE et les IFD a été vital pour promouvoir une approche plus holistique du financement de projets dans les États membres (EM) et, par la suite, réussir dans la course mondiale à zéro émission nette d'ici 2050.

### LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

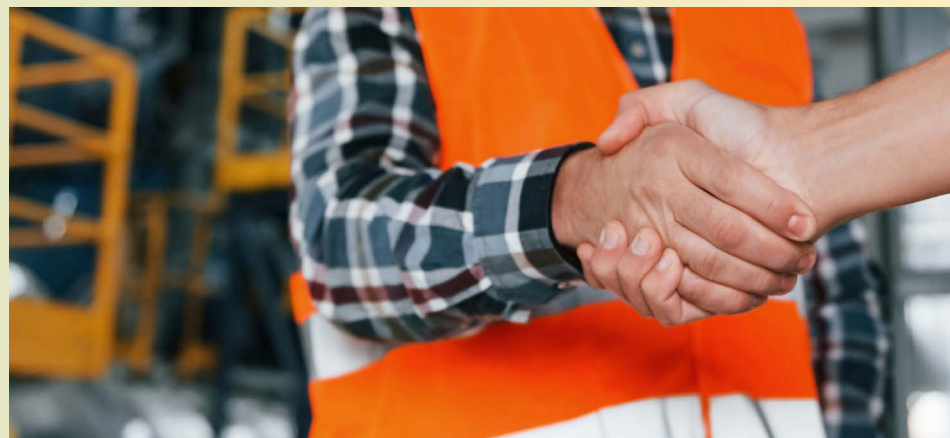
En 2022, le Groupe de la BID a lancé son programme complet de réponse à la sécurité alimentaire (FSRP) de 10,54 milliards de dollars. Cette initiative vise à aider 57 États membres, dont les 27 États membres du continent africain, à faire face à la crise alimentaire actuelle et à intensifier les efforts continus du Groupe pour contribuer au renforcement de la résilience de ses membres aux chocs de sécurité alimentaire à l'avenir.

La contribution de la SIACE au FSRP s'est présentée sous la forme d'une allocation de 500 million de dollars en assurance-risque politique (ARP) et crédit, fournissant ses outils uniques d'amélioration du crédit conformes à la charia contre les risques commerciaux et non commerciaux.

### LES PARTENARIATS :

La COP27 a également accueilli un forum de haut niveau organisé par la SIACE et le Partenariat mondial InsuResilience (IGP) basé à Bonn. La SIACE est devenue membre de l'IGP en septembre 2022. Cette réunion a souligné l'importance des partenariats dans le financement et l'assurance des risques climatiques et des catastrophes (CDRFI), réunissant de nombreux États membres de la SIACE.

La SIACE a également signé un accord avec « Aware for Projects », une solution logicielle de référence en ligne pour le dépistage des risques climatiques. Ce nouvel outil aidera la SIACE à identifier les risques potentiels liés au changement climatique et à développer une approche cohérente pour les évaluer.



## LLES DÉVELOPPEMENTS DES ÉTATS MEMBRES EN 2022 :

Les États membres de la SIACE comprennent de nombreux pays riches en ressources naturelles. Les matières premières tournées vers l'avenir ont été à l'origine d'une série de nouveaux projets soutenus par la SIACE liés à l'ESG. Des investissements sont nécessaires pour faire un usage plus propre de ces ressources et s'éloigner de la dépendance vis-à-vis des ressources traditionnelles et ce, dans le but d'exploiter des technologies alternatives telles que l'énergie solaire et l'eau. Par exemple, en termes de soutien de la SIACE par secteurs :



### L'énergie

a totalisé **6,6 millions de dollars** en 2022 (38,3 milliards de dollars cumulés)



### L'agriculture

**51 millions de dollars** en 2022 (1,47 milliard de dollars cumulés)



### La fabrication

**2,5 millions de dollars** en 2022 (26,8 milliards de dollars cumulés)



### L'exploitation minière et les carrières

ont totalisé **95 millions de dollars** en 2022 (4 milliards de dollars cumulés)



### La distribution et la vente au détail

**361 millions de dollars** en 2022 (1,6 milliard de dollars cumulés)



### L'infrastructure

**427 millions de dollars** en 2022 (6,5 milliards de dollars cumulés)

Une grande partie de l'infrastructure des États membres de la SIACE nécessite une rénovation, un renouvellement ou un investissement à partir de zéro. En plus, il existe une réserve de nouveaux projets pour faire avancer les objectifs de développement durable (ODD).



### La santé

**264 millions de dollars** en 2022 (2,35 milliards de dollars cumulés)

L'investissement dans la santé est devenu encore plus critique en raison de la pandémie de COVID-19, mais l'engagement de la SIACE est de soutenir les investissements stratégiques pour résoudre les problèmes au-delà des mesures d'urgence.

## LES PROJETS :

En l'an 2022, la SIACE a soutenu divers projets axés sur des objectifs alignés sur les ODD, allant d'un programme d'eau potable et d'assainissement en Égypte, d'une installation d'approvisionnement en eau pour la ville d'Abidjan en Côte d'Ivoire, à un contrat de machines agricoles au Turkménistan, et nous mettons en lumière un projet d'eau propre entrepris au Sénégal. Nous envisageons également notre soutien à la construction d'un bureau vert à Abidjan.

## L'INNOVATION :

Etant le seul assureur multilatéral de crédit et d'investissement conforme à la charia dans le monde et membre du groupe de la BID, la SIACE joue un rôle crucial dans la finance d'impact islamique. Par exemple, la finance verte et les obligations vertes/sukuk sont vitales. La police d'assurance Green Sukuk (GSIP) de la SIACE aide les émetteurs à attirer des capitaux pour des projets « verts ». La GSIP est précieuse pour les émetteurs des États membres à faible revenu et en développement, dont la notation est inférieure à la qualité d'investissement, et qui attirent moins de capitaux privés pour l'action climatique. La finance islamique sera primordiale pour promouvoir et réaliser les ODD dans tous les États membres, car les facilités conformes à la charia deviennent des outils essentiels dans les boîtes à outils financières des entreprises tant exportatrices qu'importatrices.

## L'ENQUÊTE :

L'enquête de la SIACE au sujet du rapport annuel sur l'efficacité du développement (ADER) – comprenant des entreprises, des banques, des IFD, des ACE et des courtiers – a été menée avec les parties prenantes pour améliorer et réaliser une future stratégie basée sur la coopération. L'enquête a suscité un sentiment extrêmement positif concernant les offres commerciales et les offres de produits de la SIACE. Par exemple, la plupart des répondants étaient tout à fait d'accord pour dire que les produits et services de la SIACE aidaient leur institution à atteindre ses objectifs et son programme de développement généraux.



« L'assurance de la SIACE a permis de fournir l'équipement le plus technologiquement avancé au monde à un grand programme de développement minier, les métaux étant essentiels pour accélérer la transition énergétique. Cela a également abouti au développement économique et la création d'emplois pour le pays », **a déclaré un répondant à l'enquête de l'ADER.**

« La SIACE propose un ensemble de produits d'assurance très complet, qui peut répondre aux exigences commerciales de l'assuré », **a ajouté un autre répondant.**



**La majorité des répondants (60%) ont déclaré que les produits et services de la SIACE avaient aidé leurs institutions respectives à contribuer aux ODD de l'ONU.**

L'ODD 9 : L'industrie, l'innovation et l'infrastructure ont obtenu le plus grand nombre de votes parmi les répondants interrogés en tant qu'objectif auquel la SIACE a le plus contribué via son offre de produits. L'ODD 8 : Le travail décent et la croissance économique, atteint la deuxième position.

Qu'est-ce que les répondants aimeraient voir le plus chez la SIACE pour renforcer son impact dans leur région ? Plusieurs ont déclaré qu'ils aimeraient voir de nouveaux produits pour répondre à leurs besoins et relever les défis dans les États membres.



## CHAPITRE DEUX

# INTRODUCTION À LA SIACE ET NOTRE ALIGNEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT





La SIACE est le seul assureur multilatéral à fournir une assurance de crédit à l'exportation et assurance d'investissement conforme à la charia, cela afin de réduire le risque des affaires pour les partenaires commerciaux potentiels, les entités commerciales et les investisseurs dans ses 48 États membres (EM). Fondée en 1994 en tant que membre du Groupe de la Banque islamique de développement (IsDBG), la SIACE s'est engagée à soutenir le développement de ses États membres en élargissant la portée des transactions commerciales et le flux d'investissements entre les États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), et à faciliter les exportations de ses États membres vers le reste du monde. Cela place la SIACE dans une position unique pour aider à soutenir un développement durable stratégique et solide.

La SIACE utilise sa profonde compréhension de la conduite des affaires dans ces pays pour soutenir les entreprises existantes et promouvoir de nouvelles opportunités. Ce qui veut dire que la SIACE sert de catalyseur de transformation pour soutenir le commerce et promouvoir l'investissement dans ses États membres. Elle a, jusqu'à présent, soutenu les exportations, les importations et les investissements étrangers directs à hauteur d'un total cumulé de 95 milliards de dollars. Sur ce chiffre, 75,8 milliards de dollars représentent un soutien au commerce, alors que 19,2 milliards de dollars d'investissements directs étrangers étaient assurés. La couverture de la SIACE a été fournie au profit de ses 48 États membres, renforçant ainsi leur prospérité économique, leur développement et leur diversification.

Le modèle économique de la SIACE, tout comme les autres composantes du Groupe de la BID, est fermement aligné sur les objectifs du développement durable (ODD) formulés en 2015 par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de son programme de développement post-2015. Les ODD sont un ensemble de 17 objectifs interdépendants conçus pour servir de « modèle partagé pour la paix et la prospérité pour les peuples et la planète, aujourd'hui et à l'avenir ».

La pandémie de COVID-19, qui a débuté en 2020, a provoqué une contraction de 3,1% de l'économie mondiale, et ses effets continuent de se faire sentir malgré une reprise générale et inégale. Pendant toute la période de la crise, la SIACE a continué à soutenir le commerce et l'investissement dans les pays de l'OCI, a renforcé ses capacités et répondu aux demandes les plus récentes et les plus urgentes de ses États membres. Grâce aux efforts de collaboration entre les institutions membres, le Groupe de la BID a également été en mesure de tirer parti de forces complémentaires et d'améliorer l'impact de la réponse du

Groupe à la crise. De cette façon, le soutien de la SIACE au commerce et à l'investissement a continué d'aider les États membres à atteindre leurs objectifs de développement durable à long terme.

La SIACE catalyse l'impact en soutenant les transactions et les projets qui contribuent aux ODD. Moyennant ces ODD, un appel à l'action a été lancé pour éradiquer la pauvreté, protéger l'environnement et améliorer la vie des hommes sur Terre. En tant que partenaire de confiance pour de nombreux exportateurs, institutions financières et investisseurs internationaux, l'histoire et la réputation de la SIACE ont permis à ses États membres de travailler avec des partenaires qui, sans quoi, n'auraient peut-être pas été à leur disposition pour faire des affaires. C'est un véhicule qui aide à mener des affaires sur le terrain difficile de l'environnement commercial de nos jours. La SIACE soutient des transactions allant de la couverture des investissements dans de grands projets d'infrastructure (dans les secteurs de l'énergie traditionnelle ou des énergies renouvelables, des transports et de la santé), aux importations de produits essentiels, aux fournitures pharmaceutiques et à l'amélioration de la sécurité alimentaire de ses États membres.

La SIACE a réalisé des progrès significatifs depuis sa création il y a 29 ans. Le nombre de ses États membres, de ses partenaires et le volume d'affaires assurées par an, ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. La performance de la SIACE est restée solide malgré les défis de la pandémie. Son succès est principalement dû à son équipe de professionnels engagés, au réseau d'organisations au sein du groupe de la Banque islamique de développement et aux entreprises assidues de ses États membres qui continuent de repousser les limites de l'impact au-delà de leurs frontières respectives et qui ont continué à fournir à la SIACE avec une analyse approfondie des besoins du marché.



**Pendant toute la période de la crise, la SIACE a continué à soutenir le commerce et l'investissement dans les pays de l'OCI, a renforcé ses capacités et répondu aux demandes les plus récentes et les plus urgentes de ses États membres.**

## CHAPITRE TROIS

# L'impact de la SIACE en chiffres



Les études de cas mettent en lumière de la meilleure façon l'impact et les partenariats de la SIACE décrits dans ce rapport, donnant vie au mandat de l'organisation. Le rapport donne un aperçu des secteurs soutenus par la SIACE en 2022 et des totaux cumulés réalisés.

Les États membres de la SIACE comprennent de nombreux pays riches en ressources naturelles. Des investissements sont nécessaires pour faire un usage plus propre de ces ressources et s'affranchir de leur dépendance avec l'exploitation des technologies alternatives telles que l'énergie solaire et l'eau.

- L'énergie : 6,6 milliards de dollars en 2022 (38,3 milliards de dollars cumulés)
- L'exploitation minière et carrières : 95 millions de dollars en 2022 (4 milliards de dollars cumulés)

Le secteur manufacturier était également essentiel pour générer un impact plus significatif dans l'ensemble des États membres, notamment auprès des petites et moyennes entreprises (PME). L'industrie manufacturière nécessite de connaissances locales et sectorielles, et la SIACE entre en partenariat avec des organisations qui connaissent leurs économies et apportent leur expertise en matière de risques et de développement pour leur apporter le soutien. Leurs produits doivent ensuite être distribués en gros et au détail pour la consommation locale ou l'exportation.

- La fabrication : 2,5 milliards de dollars en 2022 (26,8 milliards de dollars cumulés)
- La distribution et la vente au détail : 361 millions de dollars en 2022 (1,6 milliard de dollars cumulés)

### Promouvoir les infrastructures résilientes

Une grande part de l'infrastructure des États membres de la SIACE a besoin d'être rénovée, renouvelée ou de nouveaux investissements. En outre, il existe une réserve de nouveaux projets pour faire avancer les ODD.

- L'infrastructure : 427 millions de dollars en 2022 (6,5 milliards de dollars cumulés)

### Atténuer les risques sanitaires émergents

En raison de la pandémie de COVID-19, l'investissement dans la santé est devenu encore plus critique, mais l'engagement de la SIACE est de renforcer les investissements stratégiques pour résoudre les problèmes au-delà de ces mesures d'urgence.

- La santé : 264 millions de dollars en 2022 (2,35 milliards de dollars cumulés)

### Sécuriser les approvisionnements alimentaires

Le conflit en Ukraine et la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales ont affecté de manière disproportionnée de nombreux États membres de la SIACE. La SIACE fournit un soutien pour les importations alimentaires d'urgence et le développement de l'agriculture locale par le biais d'assurances et de garanties pour l'importation de machines agricoles.

- L'agriculture : 51 millions de dollars en 2022 (1,5 milliard de dollars cumulés)



En 2022, la SIACE a fourni un soutien de 51 millions de dollars pour importations alimentaires d'urgence et développer l'agriculture locale dans ses États membres.



L'énergie  
**6.6 millions de dollars**



L'agriculture  
**51 millions de dollars**



La fabrication  
**2.5 millions de dollars**



L'exploitation minière et les carrières  
**95 millions de dollars**



La distribution et la vente au détail  
**361 millions de dollars**



L'infrastructure  
**427 millions de dollars**



La santé  
**264 millions de dollars**



## IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DES EXPORTATIONS EN 2022

**8,223 millions de dollars**

Soutien aux Exportations des États membres

**64 millions de dollars**

Total des exportations assurées depuis les États membres les moins développés (LDMS)

**États membres bénéficiaires**



**ODD pris en charge**



*50 à 80 des PME ouzbèkes auront un meilleur accès au financement du commerce, grâce à la couverture d'assurance de 46,5 millions de dollars de la SIACE par le biais de la police principale de la banque (BMP).*

## IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉTATS MEMBRES EN 2022

**2,026 millions de dollars**

Soutien aux investissements entrants des États membres

**12,217 millions de dollars**

Total du commerce et des investissements in-tra-OCI des États membres soutenus

**685 millions de dollars**

Investissement pris en charge dans les LDMS

**8,057 millions de dollars**

Total des assurés dans les secteurs stratégiques des États membres

**États membres bénéficiaires**



**ODD pris en charge**



*Une facilité ayant un impact significatif sur le développement en Ouganda améliorera immédiatement la vie de millions de personnes, grâce à la couverture d'assurance de 196 millions d'euros de la SIACE soutenant les conditions de vie, l'augmentation de l'accès à l'eau potable à 95%, l'augmentation de l'espérance de vie et l'espérance de vie ajustée en fonction de la santé, l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire, l'augmentation de la productivité agricole et la promotion de l'économie verte.*



## IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR FINANCIER CONFORME À LA CHARIA EN 2022



**587 millions de dollars**

Entreprises assurées dans les États membres via le produit BMP

**2,200 millions de dollars**

Business insured in the Member States via DCIP Product

**ODD pris en charge**

**45 millions de dollars**

Entreprises assurées dans les États membres via une entreprise conjointe avec l'ITFC



## IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN EN 2022



**33 millions de dollars**

Total des affaires assurées dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre des États membres

**23 millions de dollars**

Total du soutien à l'agriculture fourni dans les États membres

**264 millions de dollars**

Total du soutien au secteur de la santé fourni dans les États membres

**427 millions de dollars**

Total du soutien aux infrastructures fourni dans les États membres

**États membres bénéficiaires**



**ODD pris en charge**



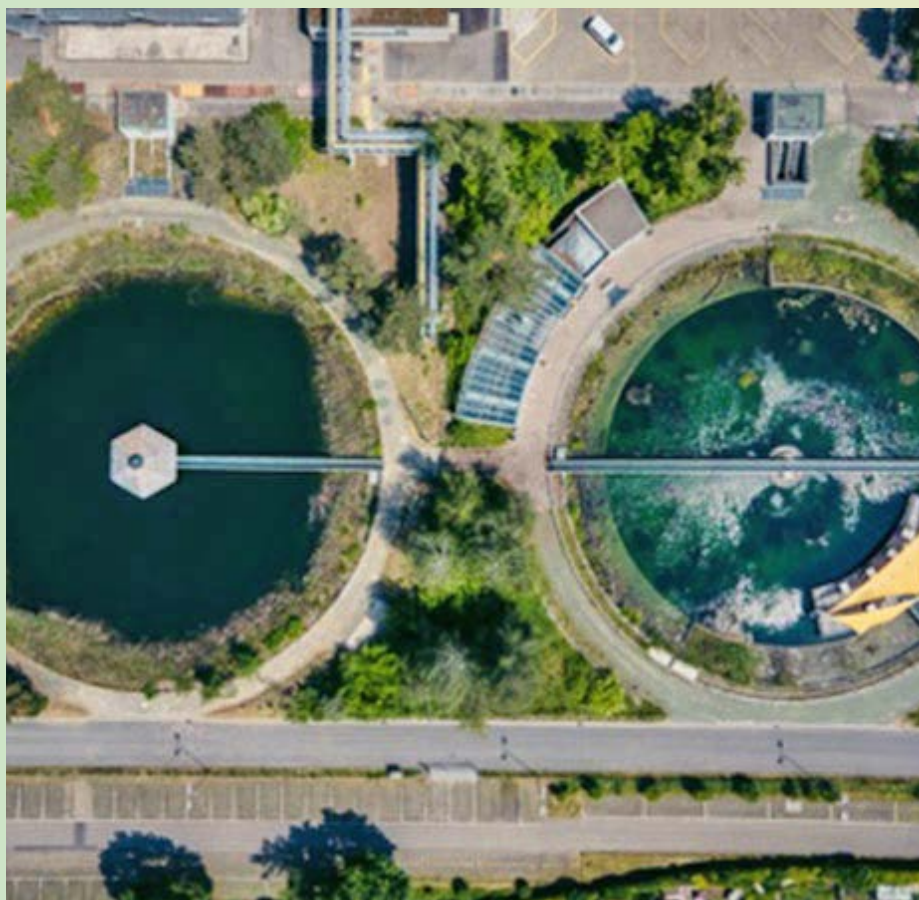
## CHAPITRE QUATRE

# Profils de projets : Projets notables soutenus par la SIACE





Plusieurs projets ont été soutenus par la SIACE en 2022, réalisant un impact significatif aligné sur les ODD des Nations Unies. Notamment, nous souhaitons souligner plusieurs projets dont les alignements critiques contribueront à améliorer l'ODD 6 (sur l'eau potable et l'assainissement). Nous présentons ces projets en Égypte, en Côte d'Ivoire et au Sénégal (mis en lumière plus tard dans l'ADER), ainsi que plusieurs autres projets alignés sur la sécurité alimentaire et l'agriculture (au Turkménistan et ailleurs dans les États membres de l'OCI), soutenant plusieurs ODD, y compris l'ODD 2 (faim zéro), et la construction d'un immeuble de bureaux écologique à Abidjan.



## De l'eau potable en Égypte

L'eau potable et l'assainissement font l'objet de l'ODD 6 et sont fondamentaux pour la santé et le développement. De nombreux pays de la SIACE manquent d'accès facile à l'eau douce, d'infrastructures de distribution inadéquates et de systèmes d'assainissement et d'égouts vieillissants ou obsolètes. De plus, le changement climatique signifie qu'ils sont particulièrement sensibles aux futures pénuries.

La République arabe d'Égypte a des plans ambitieux pour relever les défis de la pauvreté en eau, et la SIACE a fourni un soutien d'assurance aux projets verts, qui devraient avoir un impact significatif sur les programmes environnementaux et sociaux du pays. Les plans comprennent le financement de la construction d'usines de dessalement de l'eau de mer avec des technologies économes en énergie pour réduire la consommation d'eau et améliorer l'efficacité des ressources. Une fois le projet d'infrastructure d'assainissement et d'assainissement achevé, jusqu'à 1,2 million de personnes dans quatre divisions administratives égyptiennes auront accès à un traitement de l'eau meilleur et plus propre. En outre, ceux-ci auront des avantages économiques tangibles considérables et immédiats grâce à la stimulation de la participation de l'industrie locale et la création d'emplois dans la construction et l'entretien courant.

La couverture d'assurance de la SIACE s'élève à 56 millions de dollars sur trois ans sous la forme d'une police de non-respect d'une obligation financière souveraine (NHSO) émise à Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC). La politique couvre la participation de la SMBC à une facilité de syndication de 3 milliards de dollars au ministère égyptien des Finances (MoF). Emirates NBD Capital Limited et First Abu Dhabi Bank PJSC ont organisé le prêt à terme.

## Installation d'approvisionnement en eau en Côte d'Ivoire

Afin de promouvoir un excellent assainissement à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, notamment dans les quartiers défavorisés de la ville, l'approvisionnement en eau est une question primordiale. Plus de huit millions de personnes n'ont pas accès à des installations sanitaires, et plus de quatre millions n'ont toujours pas accès à l'eau potable. Le projet d'eau de 260,000 mètres cubes par jour consiste à extraire l'eau non traitée d'une rivière appelée « la Me », à la purifier jusqu'à ce qu'elle soit potable, puis à la distribuer aux quartiers d'Abidjan en déficit hydrique. La capacité du système d'eau représentera 30% de la production totale d'eau d'Abidjan, permettant à 2,000,000 de personnes de bénéficier d'eau potable. Cette installation sera la plus grande usine d'eau potable d'Afrique de l'Ouest.

La SIACE a fourni 107 millions d'euros de couverture de non-paiement contre le défaut d'obligations financières (Non-Honoring of Sovereign Financial Obligation) pour un prêt de la Société Générale au ministère des Finances de la Côte d'Ivoire et à la société d'ingénierie locale Pierre Fakhoury Operator Africa. La facilité comprend une tranche commerciale de 38,5 millions d'euros sur sept ans et une tranche IFD de 68,5 millions d'euros sur 10 ans mise en place par la BOAD (Banque ouest-africaine de développement).

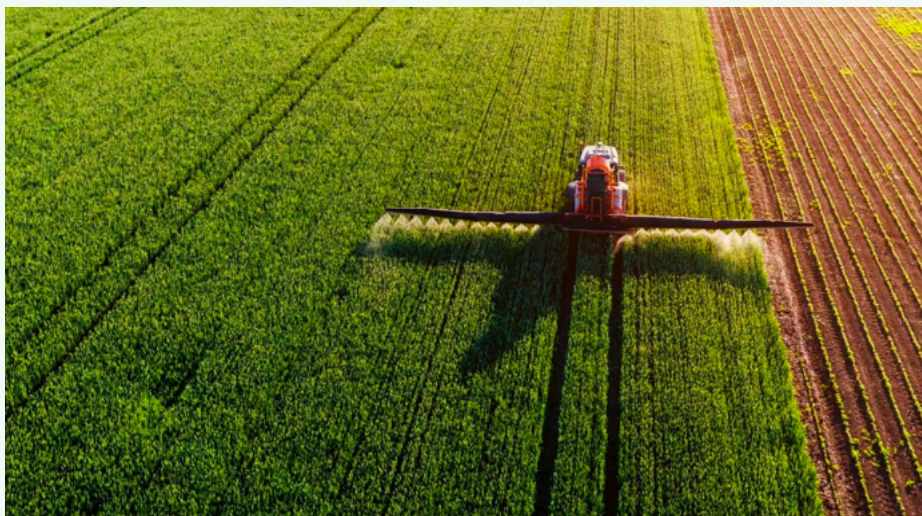


## Immeuble de Bureaux Vert en Côte d'Ivoire

Abidjan est la plus grande ville et la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Elle héberge et sert également de siège à la Banque africaine de développement. Elle compte quelque 6,3 millions d'habitants, soit un cinquième de la population du pays. C'est l'une des villes les plus industrialisées et urbanisées d'Afrique. Le schéma directeur d'aménagement de la ville prévoit un projet de six tours de bureaux publics qui devront abriter l'ensemble des institutions et collectivités publiques de l'Etat de Côte d'Ivoire.

La SIACE a fourni une garantie de non-paiement de 50 millions d'euros sur sept ans contre le défaut d'obligations financières (Non-Honoring of Sovereign Financial Obligation) pour un prêt de la Société Générale au ministère des Finances de la Côte d'Ivoire. Le financement est utilisé pour construire la tour F, un immeuble de bureaux publics éconergétique qui accueillera plus de 3,500 personnes et 750 véhicules. La SIACE contribue ainsi au développement des infrastructures de base, à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'autonomisation des communautés en Côte d'Ivoire.





## Soutien au secteur agricole : un accent sur le renforcement du portefeuille des États membres

La SIACE a été la première à utiliser sa Police principale de la Banque – accord de facilité de prêt (BMP) pour soutenir divers États membres. La BMP est une police de non-paiement à risque unique/multiple (portefeuille) qui fournit un rehaussement de crédit aux banques ou aux institutions financières. Par le biais de la BMP, nous avons fourni 50 millions de dollars en soutien d'un an pour la mobilisation de facilités de crédit commercial à court terme utilisées par les États membres pour leurs exportateurs et importations de biens stratégiques tels que les engrais, les produits pétrochimiques, l'acier et les produits agricoles. La facilité a été offerte pour la première fois en 2019 à FIM Bank, Malte, et Incomlend, Singapour. Elle contribue à stimuler la croissance économique en augmentant les flux commerciaux, en créant des emplois et en donnant accès à de nouveaux marchés. En outre, elle contribue à assurer la sécurité alimentaire des pays. En fin de compte, ce soutien peut réduire la pauvreté en augmentant les revenus de la production agricole tout en améliorant les niveaux de nutrition grâce à une disponibilité accrue des denrées alimentaires.

## Machines agricoles au Turkménistan

Le Turkménistan a été particulièrement touché par la pandémie de COVID-19, et son secteur agricole, qui a contribué à 11,7% du PIB en 2019 et représentait 40% de la main-d'œuvre totale, a été durement touché. Le Turkménistan est un pays en grande partie désertique, et seulement 4% de la superficie totale des terres est cultivée en raison des difficultés environnementales de l'irrigation. Autrefois, il était le 10ème producteur mondial de coton, mais les exportations avaient chuté car la culture nécessite une grande quantité d'eau détournée de la rivière Amu Darya et les engrais ont contaminé la rivière. L'élevage est également essentiel et la production d'aliments pour le bétail en a subi les conséquences.

La SIACE a fourni une couverture d'assurance de 40 millions de dollars pendant sept ans à ING Bank (succursale de Tokyo) pour soutenir son mécanisme de financement étendu à la Banque d'État des affaires économiques étrangères (TFEB) du Turkménistan. Le prêt visait à acheter des machines Komatsu au Japon pour développer le secteur agricole du pays, et la police d'assurance couvre l'atténuation du risque de non-paiement dans le cadre de la politique de non-respect des obligations financières souveraines de la SIACE. L'installation aidera les agriculteurs locaux à augmenter leur production et leurs revenus tout en créant des moyens de subsistance plus durables.

L'efficacité du secteur agricole sera également améliorée grâce aux intrants essentiels sous la forme des dernières technologies en matière d'équipement d'irrigation. Le projet contribue à fournir de l'eau potable, à améliorer le développement socio-économique en créant de nouvelles fermes, et à augmenter les rendements.



## CHAPITRE CINQ

# Cadre de la SIACE sur l'efficacité du développement



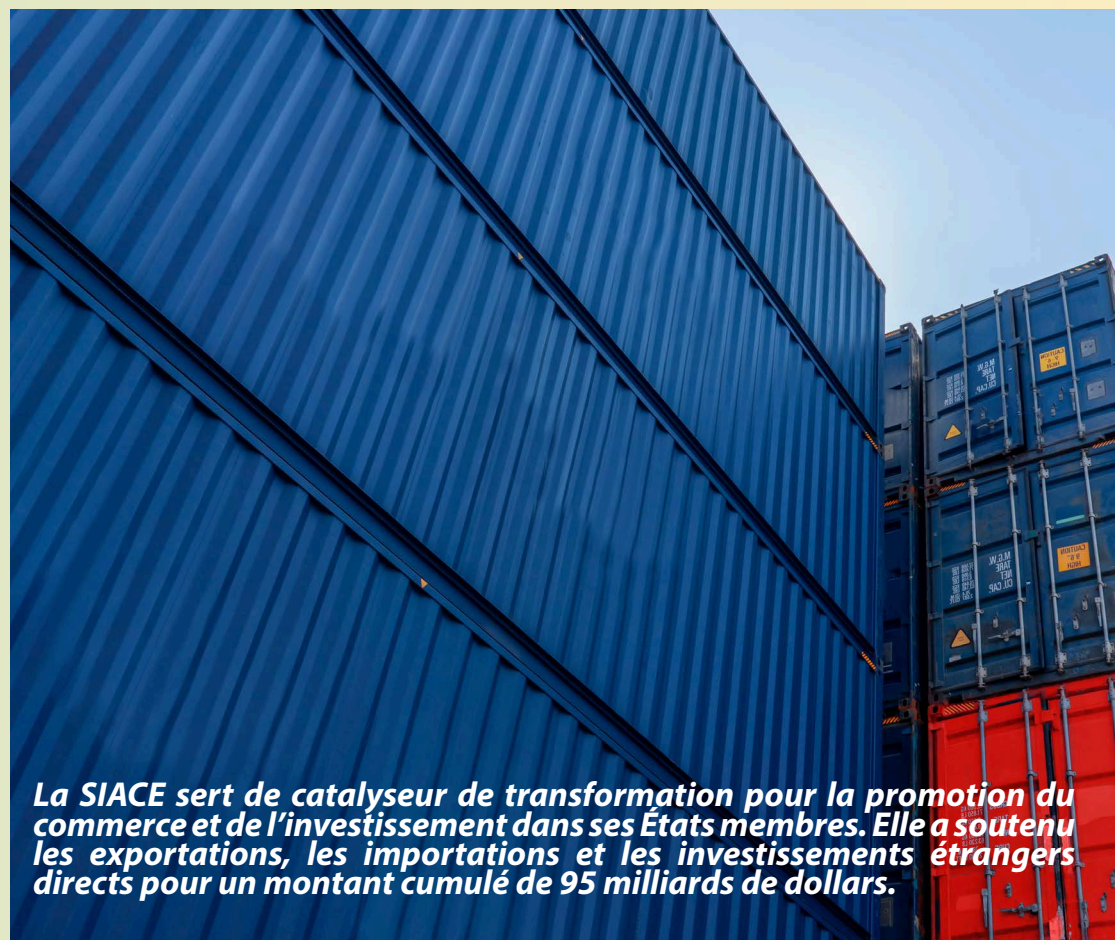


La SIACE a créé le Cadre d'efficacité du développement pour présenter une approche structurée basée sur l'impact afin d'évaluer ses objectifs et ses résultats. Ce cadre fondateur définit la manière dont la SIACE espère atteindre les impacts escomptés dans tous les aspects du développement et évalue les résultats de la SIACE concernant les ODD des Nations Unies. Le cadre est aligné sur la stratégie décennale du Groupe de la BID et sur l'engagement du Groupe envers les ODD.

La SIACE sert de catalyseur de transformation pour la promotion du commerce et de l'investissement dans ses États membres. Elle a soutenu les exportations, les importations et les investissements étrangers directs pour un montant cumulé de 95 milliards de dollars. Sur ce chiffre, 75,8 milliards de dollars représentent le soutien au commerce, tandis que 19,2 milliards de dollars sont destinés aux investissements étrangers directs. La couverture de la SIACE a été fournie au profit de ses 48 États membres, renforçant leur prospérité économique, leur développement et leur diversification. Le soutien de la SIACE au commerce et à l'investissement intra-OCI a été mis en évidence dans la stratégie de mise en œuvre de l'OCI/COMCEC en 2022 dans sa tentative de construire un monde islamique interdépendant.

L'impact de la SIACE dans le soutien aux secteurs clés pour réaliser les ODD et la conformité ESG peut être vu à travers son échelle et sa gamme de couverture pour la communauté des affaires dans ses États membres.

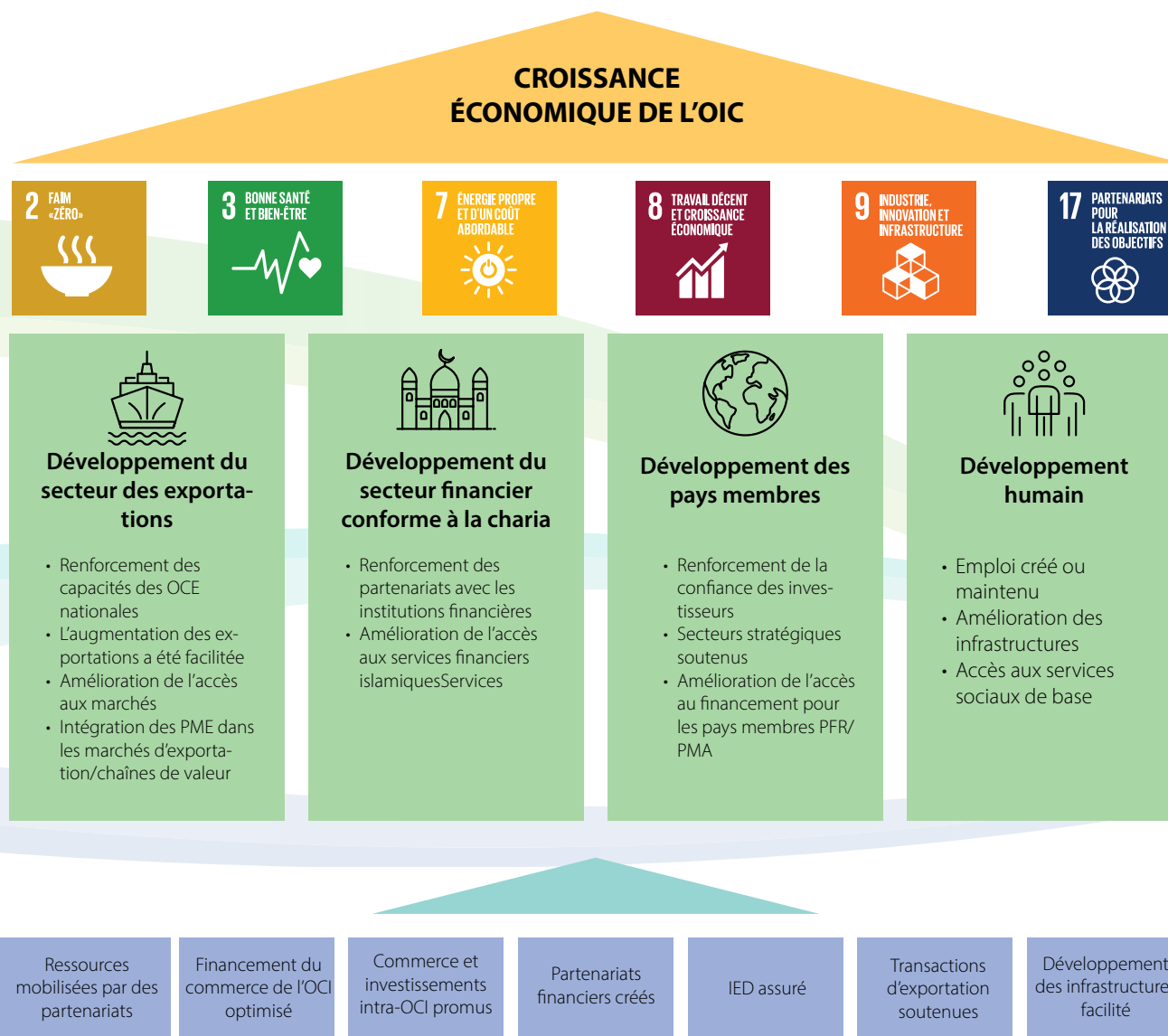
En 2022, le total des affaires assurées dans le commerce et l'investissement a atteint 11,64 milliards de dollars, soit une augmentation de 19% en glissement annuel par rapport à 2021, avec de nouveaux engagements à 4,01 milliards de dollars contre 3,14 milliards de dollars en 2021. En 2022, la SIACE a soutenu l'agriculture à hauteur de 0,05 milliard de dollars ; la distribution et la vente au détail avec 0,36 milliard de dollars ; l'énergie avec 6,64 milliards de dollars, la santé avec 0,26 milliard de dollars ; les infrastructures avec 0,43 milliard de dollars ; la fabrication avec 2,47 milliards de dollars ; les mines et carrières avec 0,1 milliard de dollars ; les services avec 0,9 milliard de dollars ; et d'autres avec 0,4 milliard de dollars.



***La SIACE sert de catalyseur de transformation pour la promotion du commerce et de l'investissement dans ses États membres. Elle a soutenu les exportations, les importations et les investissements étrangers directs pour un montant cumulé de 95 milliards de dollars.***

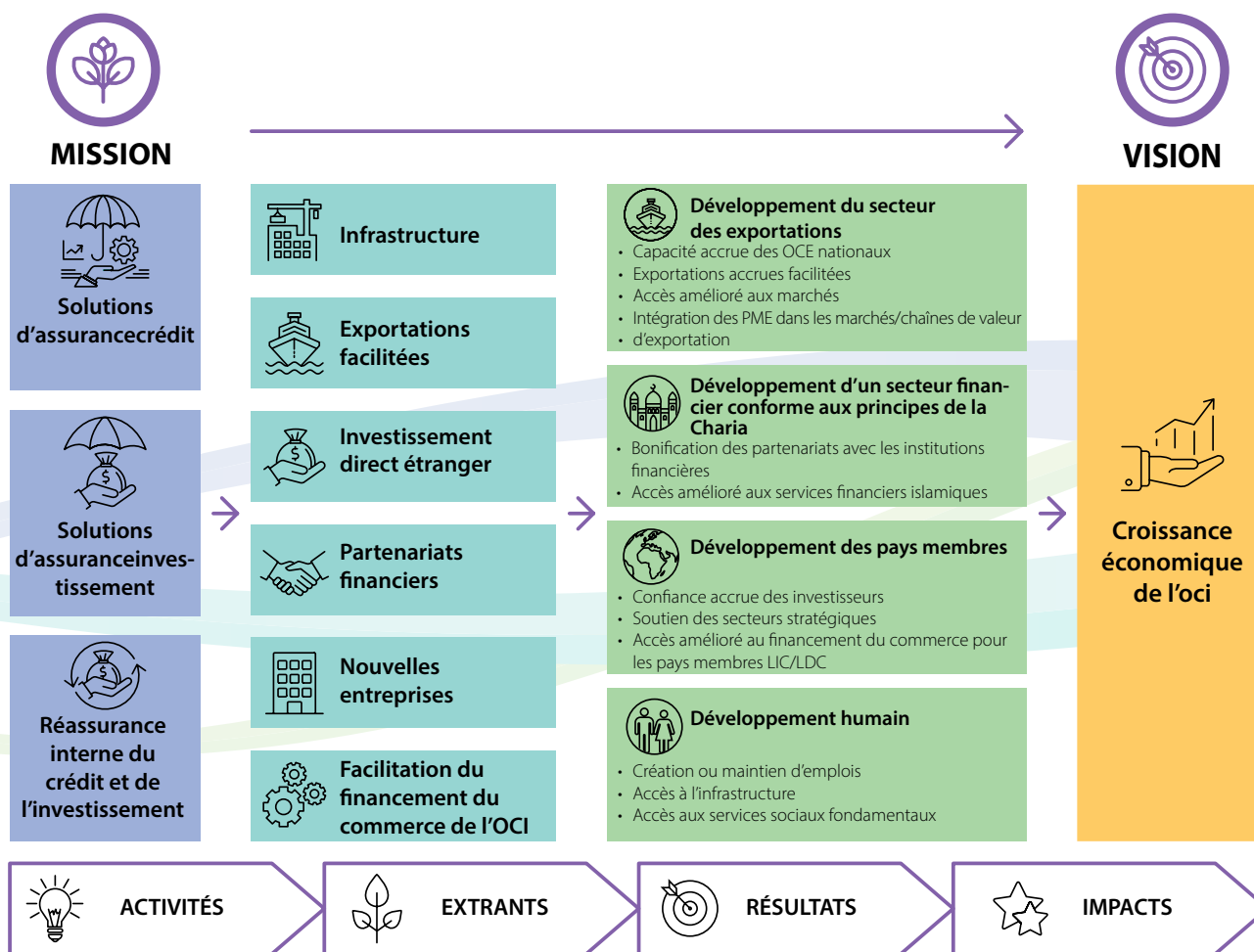
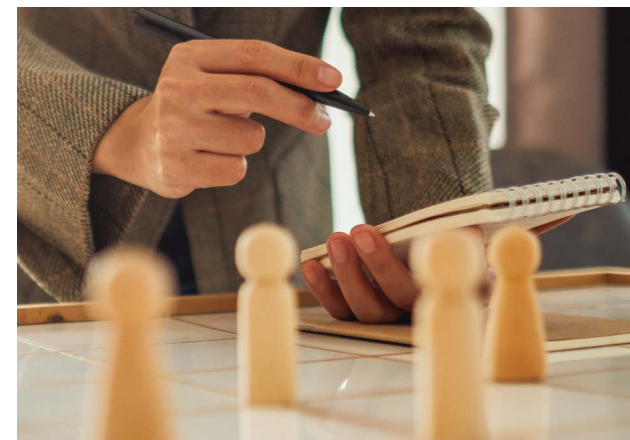


## La théorie du changement de la SIACE



# La « Théorie Du Changement » De La Siace

La SIACE a développé une feuille de route conceptuelle pour relier la vision et la mission de l'entreprise à ses produits et solutions. Cette « Théorie du changement » résume la stratégie d'impact de la SIACE et établit le lien logique entre ce que fait la SIACE, pourquoi elle le fait et comment elle contribue aux résultats de développement définis.



Le Cadre d'efficacité du développement de la SIACE est développé sur la base de la « Théorie du changement ». Cela relie les services aux résultats escomptés dans les secteurs du commerce international, de l'investissement étranger et de la finance.

La « Théorie du changement » de la SIACE repose sur le principe selon lequel l'impact de la SIACE doit faire partie d'une vision plus large alignée sur les plans de développement des États membres et la stratégie décennale du Groupe de la BID. Le mandat et les activités de la SIACE soutiennent un développement inclusif, réactif et résilient dans les États membres de l'OCI et contribuent directement à accroître la connectivité et la croissance du secteur de la finance islamique.

La figure montre comment la SIACE associe ses produits et solutions aux résultats souhaités pour les parties prenantes et les États membres. Le Cadre d'efficacité du développement communique une approche structurée de la manière dont la SIACE espère atteindre les impacts escomptés dans les quatre catégories clés du développement et ce, tout en alignant les résultats de la SIACE sur les ODD.

Le Cadre de la SIACE pour l'efficacité du développement est étayé par un système de suivi et d'évaluation qui justifie l'impact de la contribution du cadre, conformément au mandat de la SIACE en tant qu'institution multilatérale de développement et en tant que catalyseur fiable du commerce international et de l'investissement étranger dans les États membres.

## Les Produits de la SIACE soutenant le développement

**La SIACE est la seule société multilatérale d'assurance-crédit à l'exportation et d'investissement à l'échelle mondiale à fournir des solutions et des services d'assurance et de réassurance conformes à la charia pour soutenir le développement de ses États membres.** Ici, nous mettons en évidence les produits offerts par la SIACE qui aident à soutenir sa vision du changement et qui aident à faciliter son soutien aux produits d'atténuation des risques dans le but d'améliorer le développement, d'étayer son cadre d'efficacité du développement et d'aligner ses résultats sur les ODD des Nations Unies.

### Faciliter le commerce intra-OCI

#### **Police d'Assurance Crédit Documentaire (DCIP)**

La SIACE, avec sa Police d'Assurance Crédit Documentaire (DCIP), soutient directement le réseau international de correspondants des banques de ses États membres. Les importateurs et exportateurs des EM exigent de leurs banques qu'elles prennent en charge leurs transactions sur des marchés où les banques risquent de ne pas avoir de relation de correspondant bancaire. Les solutions d'assurance de la SIACE permettent aux banques de prendre les risques des banques correspondantes avec les institutions financières qui ne disposent pas d'un réseau bancaire international. Cette solution est essentielle pour faciliter les différents modes de paiement et répondre aux besoins de financement des importateurs. L'assurance de la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques impliqués dans ces transactions interbancaires, ce qui encourage les banques à développer leurs activités liées au financement du commerce au profit des industries locales d'importation et d'exportation.

### Améliorer l'accès aux marchés et au financement

#### **Produits d'assurance-crédit**

Les produits d'assurance-crédit de la SIACE atténuent les risques commerciaux et politiques des transactions à compte ouvert entre importateurs et exportateurs. L'assurance de la SIACE contribue, en protégeant contre le non-paiement, à assurer la continuité des affaires pour les exportateurs qui s'engagent dans des relations commerciales nouvelles et existantes avec des acheteurs étrangers. Parallèlement, les exportateurs se sentent plus à l'aise pour négocier des contrats plus importants et pénétrer de nouveaux marchés potentiellement plus risqués. L'assurance-crédit de la SIACE facilite également l'accès des exportateurs au financement du fonds de roulement, car elle est capable de représenter un type de garantie attrayant pour les banques des exportateurs. Les solutions d'assurance-crédit de la SIACE soutiennent également l'accès au financement à long et moyen terme pour les acheteurs locaux. Les banques sont disposées à financer les investissements en capital des acheteurs sur la base de la couverture SIACE, ce qui veut dire qu'elles peuvent aider les fournisseurs étrangers (d'un État membre ou non membre) à vendre des biens d'équipement à l'acheteur d'un État membre et à faciliter la fabrication locale ou les investissements en capital par les entreprises locales et les Gouvernements.

### Améliorer l'accès aux services de finance islamique

#### **Policy Police principale de Banque (BMP)**

La Police principale de banque (BMP) de la SIACE permet à un exportateur d'obtenir auprès de sa banque un financement de fonds de roulement conforme à la charia sur la base d'un contrat d'achat. La BMP de la SIACE atténue les risques commerciaux et politiques sous-jacents de la banque et aide la banque à organiser des solutions de financement (islamiques). La facilité de fonds de roulement est particulièrement bénéfique pour les PME, qui ont souvent du mal à mettre en œuvre des contrats plus importants en raison des restrictions de fonds de roulement et du manque d'accès au financement (islamique). Étant donné que les PME constituent l'épine dorsale de nombreuses économies dans les États membres, cet outil de fonds de roulement est essentiel pour préserver le flux des chaînes d'approvisionnement critiques.

### Faciliter les investissements dans et entre les pays de l'OCI

#### **Produits d'assurance investissement**

Les produits d'assurance investissement de la SIACE atténuent les risques politiques des investissements dans ses États membres. De cette façon, la SIACE soutient le flux d'investissements vers des marchés perçus comme présentant un risque plus élevé, attire des capitaux de projet supplémentaires et améliore la perception globale du risque des pays et des marchés.







### Pour les banques et institutions financières

#### Solutions d'assurance-crédit



- **Police principale de la Banque (BMP)**

Fournit aux institutions financières la confiance et la capacité d'offrir un financement islamique pour les exportations avec jusqu'à 90% des pertes potentielles couvertes.

- **Police d'Assurance Crédit Documentaire (DCIP)**

Aide à protéger le bilan contre le non-paiement des lettres de crédit, garantissant que l'institution peut développer en toute sécurité son activité de confirmation de lettre de crédit.

#### Solutions d'assurance investissement



- **Non-respect des obligations financières souveraines (NHSO)**

Protège contre le risque pays.

- **Police d'assurance des investissements étrangers (FIIP) pour la facilité de financement**

Aide à atténuer les risques pays en fournissant une couverture contre le financement de projets à l'étranger et en attirant des capitaux pour les projets.



### Pour les entreprises

#### Solutions d'assurance-crédit



- **Police globale à court terme (CSTP)**

Protège le bilan et assure les ventes à l'exportation contre les risques allant du non-paiement à l'expropriation.

- **Police de transaction spécifique (STP)**

Fournit une couverture contre certains risques.

- **Politique de transaction spécifique (frustration contractuelle)**

Fournit une couverture contre les risques de frustration des contrats et l'annulation abusive des contrats.

#### Solutions d'assurance investissement



- **Police d'assurance des investissements étrangers (FIIP) pour les capitaux propres**

Atténue les risques liés au pays lors de l'expansion des activités à l'étranger.



### Pour les agences de crédit à l'exportation et les assureurs

#### Réassurance acceptée de crédit à l'exportation et d'Investissement



- **Traité de partage de quota**

Protège le portefeuille contre les risques commerciaux et politiques.

- **Accord facultatif de réassurance**

Offre la réassurance de l'assurance des investissements étrangers.

- **Excédent de perte**

Protège le portefeuille et limite les pertes.

## CHAPITRE SIX

# Collaborer pour une croissance durable





Jusqu'en 2022, l'économie mondiale a poursuivi sa reprise grâce à des programmes de vaccination largement réussis et à l'assouplissement progressif dans de nombreux pays des mesures de confinement strictes imposées pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19 en 2020-2021.

En début d'année, un certain optimisme régnait, même si les perspectives globalement positives étaient marquées par des déséquilibres entre pays à revenu élevé et pays à faible revenu et au sein de ces catégories plus larges.

Toutefois, la fragilité sous-jacente de l'économie mondiale est devenue plus évidente par les effets immédiats et l'incertitude causés par l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Cet événement a aggravé les dégâts déjà infligés par la pandémie, exacerbant les chocs du côté de l'offre et perturbant les marchés internationaux des matières premières, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement et les prix des produits énergétiques et des céréales. Cela a contribué aux tendances inflationnistes déjà renaissantes à la suite de l'expansion sans précédent des dépenses publiques visant à atténuer les perturbations pandémiques à court terme. En plus, la poursuite du changement climatique est l'un des facteurs fondamentaux qui exacerbent l'insécurité alimentaire en raison de la faible productivité et des mauvaises récoltes.

Même dans cette situation, la SIACE estime que la collaboration et le partenariat au sein du groupe de la Banque islamique de développement (BID), illustrés par la philosophie « Un groupe, un objectif », et avec des partenaires externes des secteurs public et privé, continueront d'être cruciaux pour atteindre les objectifs de la SIACE. Les accords-cadres individuels et les protocoles d'accord (MoU) mettent les bases du développement dans les secteurs cruciaux de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la durabilité.

En l'an 2022, le Groupe de la BID a lancé son programme complet de réponse à la sécurité alimentaire (FSRP) de 10,54 milliards de dollars. Cette initiative visait à aider les États membres à faire face à la crise alimentaire actuelle et à intensifier les efforts continus du Groupe pour contribuer à renforcer la résilience de ses membres aux chocs de sécurité alimentaire à l'avenir. De nombreux pays dans le monde font toujours face à une crise alimentaire sans précédent. Les prix des denrées alimentaires, en particulier des céréales, qui n'avaient cessé de grimper ces dernières années, se sont envolés à la suite de la crise ukrainienne.

La contribution de la SIACE prend la forme d'une allocation de 500 millions de dollars en PRI et en assurance-crédit, fournissant ses outils uniques d'amélioration du crédit conformes à la charia contre les risques commerciaux et non commerciaux. La SIACE et le groupe BID ont une approche ciblée de l'industrie agricole et alimentaire dans les États membres, dont 36 sont des importateurs nets de produits alimentaires. Le soutien financier total du Groupe de la BID pour l'agriculture et la sécurité alimentaire s'élève actuellement à 20,6 milliards de dollars, et la SIACE a soutenu plus de 1,4 milliard de dollars dans le commerce et l'investissement dans le secteur agricole depuis sa création à l'appui de l'ODD 2 des Nations Unies (Zéro faim).



**la SIACE a soutenu plus de 1,4 milliard de dollars dans le commerce et l'investissement dans le secteur agricole depuis sa création à l'appui de l'ODD 2 des Nations Unies (Zéro faim).**





### Exportation de l'expertise dans l'agro-industrie à travers les États membres

La SIACE a signé, en décembre 2022, un protocole d'accord de coopération avec Al-Rajhi International Investment Company (ARII), une filiale de Sulaiman Abdulaziz Al-Rajhi Awqaf Holding (l'un des plus grands groupes commerciaux d'Arabie saoudite, dont les activités principales comprennent des investissements dans les secteurs agricole, les secteurs de la sécurité alimentaire et les domaines connexes à l'échelle mondiale), afin de réunir l'expertise de l'entreprise en matière d'investissement agricole et le portefeuille de solutions financières d'atténuation des risques et d'amélioration du crédit de la SIACE.

Le protocole d'accord exploite les synergies disponibles dans la coordination, le développement commercial et la mise en œuvre de projets dans le secteur. Cela contribuera à atteindre l'autosuffisance alimentaire en Arabie saoudite et aux États membres de la SIACE dans lesquels l'ARII est déjà engagé. Cet objectif sera atteint en explorant ensemble de nouvelles opportunités agro-industrielles, en investissant dans des projets agricoles et de sécurité alimentaire, en améliorant et en développant les infrastructures agricoles aux niveaux avancés des PME et de l'agriculture rurale, en cofinçant en offrant des opportunités de conseil technique avec les clients et partenaires de la SIACE.

Le protocole d'accord aide à stimuler la production agricole en se concentrant sur le développement de technologies agricoles et de services de gestion agricole pour maximiser la productivité. ARII possède le projet d'agriculture biologique le plus étendu, l'un des projets avicoles les plus importants d'Arabie saoudite et un projet avicole intégré en Égypte. Ses produits sont exportés vers les marchés voisins du CCG, le Yémen, la Chine et le Vietnam.



### La SIACE s'associe à l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire

L'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire (OISA), dont le siège est à Nur Sultan au Kazakhstan, est une nouvelle agence internationale spécialisée de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) dont le mandat spécifique est de formuler une stratégie de sécurité alimentaire pour ses 57 États membres. Il se concentre également sur le deuxième ODD de l'ONU – Faim zéro. Cela correspond à l'accent mis par la SIACE sur la sécurité alimentaire, permettant aux États membres de renforcer leur résilience en fournissant des produits de base et des ressources naturelles.

La SIACE et l'OISA ont convenu d'un protocole d'accord complet pour promouvoir la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural dans les États membres de l'OCI. Les deux organisations collaboreront en utilisant leurs forces respectives. La SIACE apportera son expertise particulière en matière de facilitation du commerce et de gestion des risques par le biais de l'assurance à l'appui du commerce et de l'investissement en vue de promouvoir la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural, ainsi que son vaste réseau du secteur privé dans les États membres.

Le protocole d'accord fournira à la SIACE et à l'OISA un cadre général de collaboration, notamment pour attirer et promouvoir les investissements dans l'agro-industrie, la sécurité alimentaire et les meilleures pratiques en matière de sécurité alimentaire et de produits Halal. L'accord contribuera également à accroître le commerce alimentaire intra-OCI dans le secteur privé, à promouvoir l'initiative « Coopération Sud-Sud/Triangulaire » et à renforcer l'implication des PME dans les entreprises agricoles et alimentaires.

### Accord de partenariat stratégique avec l'Association islamique de transformation alimentaire

La SIACE et l'Association islamique de transformation des aliments (IFPA) ont établi un accord de partenariat stratégique (APS) pour renforcer la coopération entre les entreprises agroalimentaires et le secteur privé dans les pays de l'OCI afin de promouvoir les projets agricoles et alimentaires, le commerce et l'investissement.

L'IFPA est une filiale de l'OISA et une agence internationale spécialisée de l'OCI. C'est également une plate-forme pour renforcer le commerce intra-OCI, améliorer les activités d'investissement entre les pays de l'OCI, développer et mettre en œuvre des projets interétatiques à grande échelle, conclure des opérations commerciales et intensifier les échanges et la sensibilisation commerciale.

La SIACE et l'IFPA partagent le même objectif de favoriser les contacts commerciaux et les alliances stratégiques dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire au sens large ainsi que l'expansion des marchés d'exportation. Cet accord a ouvert la voie à la coopération, la SIACE y jouant un rôle en tant que plate-forme multilatérale du secteur privé pour le commerce et l'investissement agroalimentaire intra-OCI.

L'APS a fourni à la SIACE et à l'IFPA un cadre général de collaboration, y compris l'attraction et la promotion des investissements dans l'agro-industrie et la sécurité alimentaire, la conduite d'une diligence raisonnable, la recherche de KYC (Know Your Customer) et de crédit de clients potentiels, la référence de clients potentiels, la promotion d'activités conjointes de marketing et de promotion, et la stimulation de l'implication des PME dans les entreprises agricoles et alimentaires.



### Protocole d'accord avec la société japonaise Nippon d'Assurance des exportations et d'Investissement pour soutenir la coopération en matière de changement climatique

La SIACE et Nippon Export and Investment Insurance (NEXI), l'agence officielle japonaise de crédit à l'exportation, ont signé un protocole d'accord en décembre 2022. Les deux parties avaient déjà coopéré à la réassurance des projets souscrits de NEXI en Asie, suite à la signature d'un protocole d'accord pour l'accélération du commerce et des investissements ciblant l'Afrique par des entreprises japonaises entre deux parties, la BID et l'Agence africaine d'assurance commerciale (ATI) en 2019.

Le protocole d'accord renforce la coopération, en se concentrant sur la hiérarchisation des transactions et des projets d'action contre le changement climatique. Il s'agit notamment de nouveaux projets entièrement nouveaux dans les États membres de la SIACE, conformément au mandat opérationnel de la SIACE et à la stratégie d'aide au développement du Japon. La souscription de projets Greenfield en Irak, au Turkménistan et dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) promouvant les objectifs de développement ESG et Action Climat, sera une priorité. Ils visent également à faciliter les engagements des États membres de la SIACE dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et à atteindre l'objectif de NEXI's Loan Insurance for Green Innovation and LEAD Initiative (Leading Technologies and Businesses, Environment, and Energy, Alliance, et développement) et ce, en mettant l'accent sur la protection de l'environnement, la prévention du climat et la contribution à la neutralité carbone mondiale.

Dans le cadre du protocole d'accord, les deux parties ont également convenu de coopérer à la fourniture d'une assurance conjointe, d'une assurance parallèle et d'autres accords d'assurance pour les transactions d'action climatique qui ont un impact positif sur la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique, y compris, sans être exhaustif, ceux liés aux minéraux critiques, et les technologies qui contribuent à la transition énergétique telles que l'utilisation de l'hydrogène et de l'ammoniac, et les énergies renouvelables. La synergie et le partage des risques entre NEXI et la SIACE permettront de fournir un réseau solide pour soutenir la transition énergétique en Asie et au Moyen-Orient.



### Coopération avec la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture

La SIACE et la Chambre islamique de commerce, d'industrie et d'agriculture (CICIA) ont signé un protocole d'accord de coopération pour soutenir et promouvoir le commerce et l'investissement, le financement vert et l'économie Halal. La CICIA, dont le siège est à Karachi, au Pakistan, est une organisation non gouvernementale internationale affiliée à l'OCI et représente le secteur privé des 57 États islamiques membres de l'OCI.

Le protocole d'accord vise à établir un cadre de coopération entre les deux institutions pour faire avancer leurs mandats respectifs, en particulier dans la promotion du commerce intra-OCI, l'attraction des flux d'investissement dans les États membres, le soutien au financement vert et durable et le développement de l'industrie Halal dans le monde. La valeur totale du commerce et des investissements intra-OCI soutenus par la SIACE a atteint 6,11 milliards de dollars en 2022. Les flux de commerce et d'investissement intra-OCI sont d'environ 21%, mais l'objectif de l'OCI est de porter ce chiffre à 25% d'ici 2025.





## Sécurité alimentaire et résilience

La sécurité alimentaire a été depuis toujours l'un des principaux objectifs de la SIACE dans son rôle unique en tant que seul assureur commercial et d'investissement conforme à la charia au monde répondant aux besoins de ses États membres dans le monde islamique. En deuxième lieu, et exprimée comme « Zéro faim » dans les ODD de l'ONU, la sécurité alimentaire est devenue une préoccupation croissante ces dernières années en raison du changement climatique et, notamment, de la crise jumelle de la pandémie de COVID-19 et de la perturbation de la production alimentaire suite au conflit en Ukraine.

La réponse de la SIACE peut être envisagée dans le contexte du Groupe de réponse aux crises mondiales des Nations Unies sur l'alimentation, l'énergie et les finances (GCRG), créé en mars 2022, et du Programme complet de réponse à la sécurité alimentaire (FSRP) du Groupe de la Banque islamique de développement. Le GCRG est conçu pour permettre au Secrétariat de l'ONU de coordonner la réponse mondiale aux impacts mondiaux de la guerre en Ukraine sur les systèmes alimentaires, énergétiques et financiers mondiaux. La contribution du Groupe de la BID, un ensemble complet de FSRP de 10,54 milliards de dollars, vise à aider les États membres, y compris les 27 du continent africain, à faire face à la crise alimentaire.

Cette initiative représente une intensification des efforts continus du Groupe pour contribuer au renforcement de la résilience de ses membres face aux chocs de sécurité alimentaire à l'avenir. La BID apportera jusqu'à 5,7 milliards de dollars de financement total aux États membres, comprenant de nouvelles approbations d'une valeur de 4,0 milliards de dollars et l'accélération des décaissements pour des projets existants d'une valeur de 1,7 milliard de dollars.

En outre, dans le cadre de son approche « Un groupe, un objectif », le programme implique des contributions importantes et directes des entités du Groupe de la BID : y compris la SIACE, avec 500 millions de dollars de couverture politique et d'assurance-crédit.

L'objectif principal du programme et la majeure partie de l'enveloppe de financement des 7,3 milliards de dollars restants, qui s'étaleront jusqu'en 2025, seront sur le développement d'interventions innovantes à moyen et long terme dans le but de remédier aux faiblesses structurelles et aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Cela comprend notamment la faible productivité, la pauvreté rurale, le changement climatique et la faible résilience des systèmes agricoles et alimentaires régionaux et nationaux et ce, à travers six initiatives clés :

- (i) Renforcement de la résilience agricole au changement climatique
- (ii) Chaînes de valeur des aliments et des intrants
- (iii) Productivité des petits exploitants et accès aux marchés
- (iv) Appui aux moyens de subsistance en milieu rural
- (v) Développement de l'élevage et de la pêche
- (vi) Construire des systèmes d'approvisionnement alimentaire résilients.

La contribution de la SIACE au FSRP est de 500 millions de dollars de capacité assurantielle sur les trois ans et demi (S2-2022/YE-2025). Cela sera réalisé grâce à l'extension des solutions d'assurance crédit et risques politiques (CPRI) pour faciliter les transactions commerciales internationales (nourriture, semences, engrais et équipements liés aux projets agricoles) et les investissements étrangers dans





le secteur agricole visant à augmenter la production et à améliorer la capacité de stockage et la résilience dans les États membres, le tout dans le cadre de l'initiative « Renforcer la chaîne de valeur de l'approvisionnement alimentaire et des intrants ».

Ces interventions sont disponibles pour les importateurs, les entrepreneurs, les investisseurs et les institutions financières, et les pays hôtes se concentreront sur les États membres les moins avancés (LDMS). En plus, la SIACE procédera à la mobilisation des ressources financières externes pour faire bénéficier les États membres de ses partenaires de réassurance internationaux. Ce soutien à la réassurance est possible à travers des traités basés sur des portefeuilles à court, moyen et long terme et via des accords facultatifs supplémentaires sur la base d'une transaction unique.

Les importations en provenance d'autres pays ont également été soutenues par la SIACE. Le japonais Komatsu, l'un des plus grands fabricants mondiaux de machines agricoles, a exporté son matériel au Turkménistan grâce à une police d'assurance de 40 millions de dollars émise à ING Bank (succursale de Tokyo). La couverture visant à atténuer le risque de non-paiement relève du non-respect des obligations financières souveraines pour la facilité de financement étendue au gouvernement du Turkménistan par l'intermédiaire de la Banque d'État pour les affaires économiques étrangères.

Des cas urgents comme la pandémie de COVID-19 et le conflit en Ukraine ont démontré la nécessité de réponses immédiates et efficaces, mais la SIACE a également montré qu'elle peut jouer un rôle clé dans la création d'une planification stratégique et durable pour la sécurité alimentaire future des États membres.

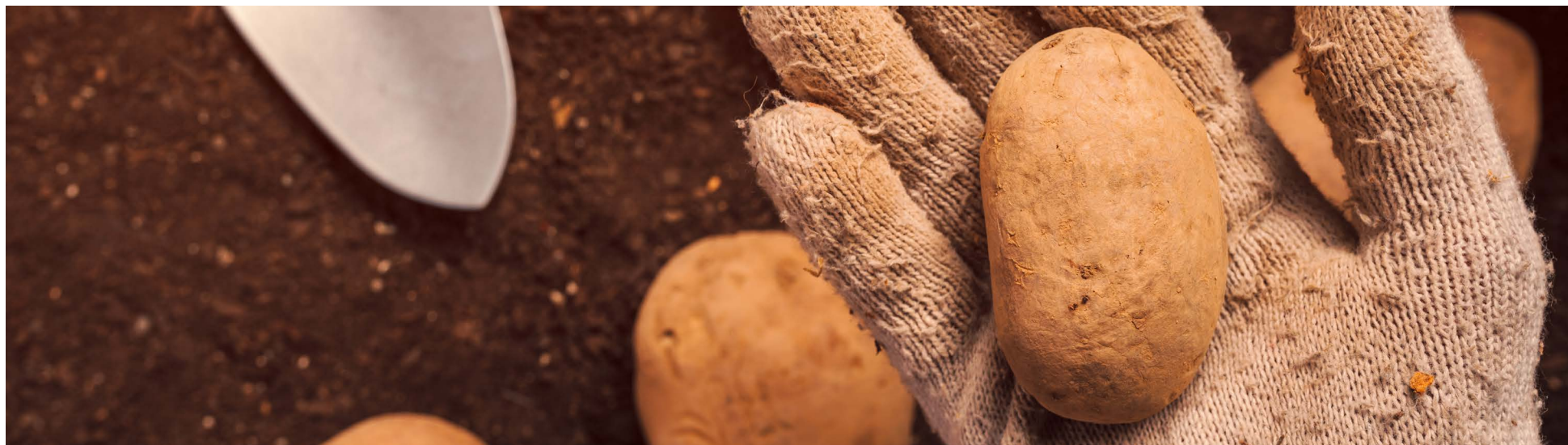
En 2022, la SIACE a assuré 23 millions de dollars, contre 19 millions de dollars en 2021, portant son soutien total cumulé à l'agriculture et à la sécurité alimentaire à 1,11 milliard de dollars dans les États membres. Le soutien financier total du Groupe de la BID au secteur s'élève actuellement à 20,6 milliards de dollars.



## Que pourrait faire la SIACE d'autre pour lutter contre l'insécurité alimentaire ?

« Soutenir des projets de gouvernance spécifiquement sur la sécurité alimentaire », **déclare un répondant à l'enquête SIACE ADER.**

« En encourageant le développement économique, la SIACE contribue indirectement à la réalisation de cet objectif », **dit un autre.**



## CHAPITRE SEPT

# Considérations climatiques : Perspectives pour combler le déficit de financement



L'action sur le climat, qui constitue l'ODD 13 de l'ONU, représente l'un des défis les plus critiques auxquels la communauté internationale est confrontée et, notamment, nos 48 États membres répartis dans toute la région de l'OCI avec une portée géographique allant de l'Amérique du Sud à l'Asie et de l'Eurasie à l'Afrique subsaharienne. L'incapacité à atténuer et à s'adapter aux effets du réchauffement de la planète et des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes pourrait ruiner les réalisations qui ont été faites pour réduire la pauvreté, améliorer la santé, promouvoir l'éducation, accroître la sécurité alimentaire et stimuler la prospérité dans le monde.

Les impacts physiques du changement climatique ont déjà des effets profonds et souvent dévastateurs sur les sociétés du monde entier et ce, en ajoutant un stress important à la production alimentaire, à l'approvisionnement en eau, aux services de santé et à la croissance économique dans les pays développés et en développement. Le changement climatique continuera de créer de nombreux problèmes pour les pays en développement et les communautés vulnérables, car il affectera de manière disproportionnée les communautés qui ont le moins contribué au problème, menaçant d'effacer des années de gains de développement significatifs réalisés dans ces pays. L'objectif généralement convenu de maintenir le réchauffement climatique à 1,5 degrés Celsius (ou moins) est essentiel et nécessitera un soutien politique et des investissements financiers importants.

Dans l'organisation d'une réponse cohérente, le rôle des organismes multilatéraux est d'une importance primordiale, et l'engagement de la SIACE à résoudre ces problèmes a été démontré par le rôle important qu'elle a joué lors de la 27ème Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques – COP27 – qui s'est tenue en novembre 2022 à Sharm El-Cheikh en Egypte. La SIACE a organisé plusieurs événements importants lors du sommet, notamment des discussions sur des projets à fort impact et l'atténuation du changement climatique afin de fournir l'opportunité d'évaluer la bancabilité des projets d'adaptation au climat avec un accent particulier sur la sécurité alimentaire.

La COP27 a également été l'occasion d'un forum de haut niveau organisé par la SIACE et le Partenariat mondial InsuResilience (IGP) basé à Bonn, dont la Société est devenue membre en septembre 2022. Cette réunion a permis de montrer l'importance des partenariats dans le domaine du financement et de l'assurance des risques climatiques et des catastrophes (CDRFI), et ce, en réunissant de nombreux États membres de la SIACE, dont 13 sont membres du Groupe Vulnérable des 20 (V20) et du Groupe des Sept (G7). La discussion sur le Bouclier mondial contre les risques climatiques (GSCR), une initiative de soutien financier préétabli conçu pour être déployé rapidement lors de catastrophes climatiques, a permis d'évaluer la manière de fournir et faciliter une protection accrue

et meilleure contre les risques climatiques et de catastrophes et les dommages et pertes qui en résultent.

Dans le contexte de toutes ces initiatives, la SIACE occupe une position unique pour aider à combler le déficit de financement des projets et investissements liés au climat dans ses États membres. Beaucoup de ces pays ont souvent du mal à attirer des capitaux pour de tels investissements. La SIACE a montré qu'elle peut réduire les risques et attirer des investissements supplémentaires pour des projets résilients au climat et travaille constamment pour améliorer sa capacité en tant que fournisseur de financement climatique. La SIACE a de plus en plus soutenu des projets qui renforcent ses États membres contre la menace du réchauffement climatique, les aidant à la fois à se préparer et à s'adapter aux nombreux défis d'une planète qui se réchauffe et à réduire la vulnérabilité et les coûts résultant des impacts du changement climatique.

Les combustibles fossiles restent au cœur de l'économie mondiale, et bon nombre des économies individuelles de nos États membres et de la SIACE fourniront de manière sélective une assurance pour les transactions sur les combustibles fossiles. Cependant, la SIACE a élargi son rôle de catalyseur dans la facilitation des projets d'énergie renouvelable en soutenant les investissements stratégiques dans ce domaine et en aidant à l'importation de technologies et à leur utilisation dans des projets d'infrastructure nationaux, comme la création de systèmes d'énergie solaire et de parcs éoliens. Parmi les projets d'énergie renouvelable les plus médiatisés que la SIACE a soutenus dans le passé, il y a les plus grands parcs solaires du monde en Égypte, des projets d'énergie éolienne en Turquie et des travaux de protection côtière au Bénin pour protéger le pays de l'élévation du niveau de la mer.

L'importance des investissements liés au climat ne doit pas être limitée à la substitution. À titre d'exemple, la SIACE a soutenu des projets d'infrastructure ougandais essentiels liés à l'ESG dans les secteurs de l'eau, de l'électrification, de l'éducation, de l'agriculture et de la santé. Le financement soutenu concernera l'agriculture, l'énergie solaire (une source fondamentale de production d'électricité pour atténuer

**la SIACE a élargi son rôle de catalyseur dans la facilitation des projets d'énergie renouvelable en soutenant les investissements stratégiques dans ce domaine et en aidant à l'importation de technologies et à leur utilisation dans des projets d'infrastructure nationaux,**



le changement climatique), les infrastructures hydrauliques et les soins de santé. De nouveaux investissements ont également été faits pour promouvoir le bien-être social et la santé. La SIACE a fourni une couverture d'assurance pour le financement de la construction d'un nouveau stade de football économe en énergie en République du Sénégal. Ce financement de projet d'infrastructure de 238 millions d'euros comprend la construction d'un stade de football d'une capacité de 50,000 places et de deux terrains d'entraînement avec un système de production et de stockage d'énergie solaire pour couvrir tous les besoins énergétiques. Le développement de ce projet apporte de nombreux avantages économiques et sociaux aux communautés locales et régionales tout en tenant compte des risques et des opportunités liées aux changements climatiques à chaque étape.

Le CPRI peut jouer un rôle majeur en aidant à faciliter l'action sur le changement climatique. Le fait d'attirer des capitaux privés joue un rôle fondamental dans la réalisation de l'objectif Zéro émission nette de l'Accord de Paris. Au moment où les pays développés traînent par rapport à leurs contributions déterminées au niveau national (NDC) de 100 milliards de dollars par an, les assureurs multilatéraux de crédit à l'exportation et de risque d'investissement comme la SIACE ont un rôle central à jouer pour combler le déficit financier.

L'engagement du secteur privé dans le financement climatique exige une amélioration du crédit. La SIACE occupe une position unique pour fournir un tel soutien grâce à ses politiques de durabilité et d'accès aux organismes nationaux et infranationaux de chaque État membre, qui s'engagent dans des projets et des transactions d'action climatique pertinents. Le développement du secteur privé est l'un des principaux piliers de la stratégie de la SIACE. Le fait d'intégrer des opportunités commerciales et d'aider les entreprises et les banques à faire une différence significative pour soutenir des résultats climatiques positifs sont parmi les impacts les plus importants qui peuvent être facilités par les outils d'atténuation des risques de la SIACE.

La réponse rapide de la SIACE pour fournir des solutions qui visent à lutter contre la pandémie de COVID-19 dans ses États membres a fourni un modèle efficace pour aborder les solutions CPRI à long terme pour de nombreux problèmes, y compris l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. La crise pandémique était d'une telle ampleur qu'elle a fait de la santé publique et de la gestion des maladies infectieuses des priorités immédiates. La pandémie et les effets néfastes à long terme du changement climatique se sont superposés au cours des deux dernières années. De son côté, le conflit en Ukraine a considérablement affecté la sécurité alimentaire et énergétique mondiale, avec des conséquences sur la production nette de produits comestibles

et l'approvisionnement mondial en gaz et en engrais. Les liens entre l'alimentation, l'énergie et l'eau dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire exigent de nouvelles approches du risque climatique et politique avec un accent renouvelé sur la durabilité, la résilience et la sécurité énergétique et alimentaire.

Considéré parmi les principales mégatendances du financement du commerce et du développement, le changement climatique est à la fois une menace et une opportunité potentielle s'il est examiné correctement. Les banques privées intègrent l'agenda climatique dans tous leurs mandats de financement. Si l'on veut atteindre les objectifs des ODD d'ici 2030, un coût estimé de 5 à 7 billions de dollars par an est nécessaire, ce qui se présente comme une opportunité commerciale pour les capitaux privés qui cherchent à investir avec un impact et des rendements élevés dans les économies émergentes et à faible revenu.

Cette catégorie comprend la plupart des États membres de la SIACE. Il est donc particulièrement difficile d'attirer des capitaux privés pour des raisons de perception et de faisabilité. Les obstacles sont la perception du risque élevé et le manque de transactions bancables. La réponse de la SIACE a été de développer des projets et des véhicules bancables, au service du programme climatique des États membres de l'OCI. Par exemple, la police d'assurance Sukuk verte de la SIACE permettra aux émetteurs de Sukuk d'attirer des capitaux pour des projets « verts » de manière plus efficace et bancable. Le produit sera précieux pour les émetteurs des pays membres à faible revenu et en développement de la SIACE, car ils bénéficieront de la cote de crédit plus élevée de la SIACE par rapport à la leur pour attirer les capitaux privés nécessaires à l'action climatique.



**La majorité des répondants à l'enquête de la SIACE- ADER – comprenant des entreprises, des banques, des IFD, des OCE et des courtiers – ont convenu que les produits de la SIACE leur ont permis de lutter contre l'impact du changement climatique.**

**« Le produit NHSO nous permet de soutenir les (sous)souverains et les entreprises publiques dans la mise en place de projets contre le changement climatique (transports publics et autres) », a déclaré un répondant à l'enquête de l'ADER.**

**Un autre a déclaré : « Beaucoup de nos projets améliorent la protection côtière et permettent aux communautés de s'adapter à la montée du niveau de la mer, y compris nos projets aux Maldives. »**



## La SIACE et la finance verte

La finance verte présente d'excellentes opportunités pour les investisseurs quant aux rendements attractifs et durables. Des projets correctement évalués atténuent les menaces actuelles, telles que l'insécurité alimentaire, et atténuent les dangers futurs, tels que le réchauffement climatique, tout en favorisant la croissance économique et le développement social.

La SIACE considère son rôle dans le crédit à l'exportation et l'assurance contre les risques politiques comme un rôle essentiel pour aider à combler le déficit de financement de l'action climatique et ce, grâce à la réduction des risques. Les chaînes de valeur et d'approvisionnement liées aux énergies vertes et renouvelables sont complexes, et la SIACE voit un large éventail d'opportunités dans ses États membres pour relever le double défi de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ce changement.

Les initiatives de financement convergentes, comme en particulier la finance verte, la durabilité et l'ESG, continuent de gagner du terrain sur les marchés mondiaux pour soutenir la transformation vers une économie plus verte. Ces initiatives impliquent le financement d'investissements bénéfiques pour l'environnement dans le but de parvenir à un développement inclusif, résilient et durable.

Les attraits des obligations vertes, sociales et durables, y compris les sukuk verts islamiques, se sont récemment accrus, les émetteurs ayant tenté d'expliquer comment et pourquoi elles sont viables et réalisables. Conformément à leur mandat de développement en



tant qu'organismes multilatéraux, les assureurs CPRI tels que la SIACE sont naturellement des catalyseurs de l'économie verte. La perspective à long terme de la SIACE indique qu'elle est bien placée pour orienter les investissements vers des projets d'infrastructure, notamment les énergies renouvelables. Les solutions d'assurance peuvent réduire les risques relatifs au développement et au financement de projets d'infrastructure et accroître leur attrait pour les investisseurs et les banques. La capacité d'aider à canaliser les investissements vers des projets durables est une opportunité de croissance considérable pour le secteur.

La SIACE s'est engagée à renforcer davantage ses opérations de finance verte et durable. Elle a proposé la création d'un fonds fiduciaire pour le financement de l'action pour le climat avec des partenaires institutionnels, qui offrirait une remise sur les primes d'assurance nécessaires au financement de projets d'action pour le climat dans les États membres de qualité inférieure à celle de l'investissement.

Les références de la SIACE en matière de finance verte sont implicites dans la promotion d'une transition énergétique propre et juste dans les États membres en soutenant les projets d'énergie renouvelable du secteur privé, la gestion des déchets, le dessalement et l'approvisionnement en eau potable. Les solutions uniques de réduction des risques conformes à la charia de la SIACE – police de non-respect des obligations financières souveraines (NHSFO) et police d'assurance des investissements étrangers (FIIP) couvrent les investissements en actions et la réassurance. La SIACE exploite les meilleures pratiques et technologies internationales en créant des partenariats pour le changement climatique (ODD 17) et la stratégie de « théorie du changement » de la SIACE.

## Contribution de la SIACE aux ODD

Les ODD englobent les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement et sont devenus des repères pour le parcours de développement continu de la SIACE. Les ODD jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de la stratégie de la SIACE et des résultats de développement que la SIACE cherche à atteindre. La poursuite des ODD par la SIACE repose sur trois piliers :

**01** | En tant que partie de la BID, il contribue à la stratégie décennale de la banque, alignée sur les ODD.

**02** | Le mandat de la SIACE est de soutenir le développement économique durable de ses États membres par le biais de solutions d'atténuation des risques et par conséquent soutenir les progrès de l'État membre en vue des objectifs.

**03** | La SIACE agit comme catalyseur pour que les capitaux du secteur privé soient mobilisés et dirigés vers la réalisation des ODD.

**Bien que de nombreux projets de la SIACE concernent divers ODD, le rôle de développement de la SIACE et sa contribution aux États membres sont les plus pertinents pour six objectifs parmi les 17 objectifs.**





## Zéro Faim

### Objectif ODD

**2.3 :** D'ici l'an 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les peuples autochtones, les agriculteurs familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, notamment grâce à un accès sûr et égal à la terre, aux autres ressources productives, aux intrants et aux connaissances, aux services financiers, aux marchés et aux opportunités de valeur ajoutée et d'emplois non agricoles.

**2.A :** Accroître les investissements, notamment par le biais d'une coopération internationale renforcée, dans les infrastructures rurales, la recherche agricole et les services de vulgarisation agricole, le développement technologique et les banques de gènes végétaux et animaux afin d'améliorer la capacité de production agricole dans les pays en développement, principalement les pays les moins avancés.

### Contribution de la SIACE

Améliorer la productivité agricole en facilitant l'importation de machines agricoles et l'accès aux services financiers.

### En chiffres (2020-2022)

Total des entreprises agricoles assurées dans les Etats membres :

**73 millions de dollars**

Soutien agricole fourni dans les LDMS

**52 millions de dollars**



## Bonne santé et bien-être

### Objectif ODD

**3.8 :** Atteindre la couverture sanitaire universelle, y compris la protection contre les risques financiers, l'accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et abordables.

### Contribution de la SIACE

Améliorer l'accès à des services de santé essentiels de qualité en assurant les investissements étrangers dans les infrastructures de santé, autrement jugés trop risqués.

### En chiffres (2020-2022)

Entreprises du secteur de la santé assurées dans les Etats membres :

**913 millions de dollars**



## Énergie abordable et propre

### Objectif ODD

**7.b :** D'ici l'an 2030, développer les infrastructures et mettre à niveau la technologie pour des services énergétiques modernes et durables pour tous dans les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, et ce, dans le cadre de leurs programmes de soutien respectifs.

### Contribution de la SIACE

Développer les infrastructures mises à niveau pour les services énergétiques modernes et durables en atténuant les risques politiques et commerciaux associés aux investissements et aux exportations nécessaires.

### En chiffres (2020-2022)

Entreprises du secteur de l'énergie assurées dans les États membres :

**13,483 millions de dollars**

Soutien au secteur de l'énergie fourni dans les LDMS :

**1,521 millions de dollars**



**8** TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



## Travail décent et croissance économique

### Objectif ODD

**8.1** : Soutenir la croissance économique par habitant dans les circonstances nationales, en particulier une croissance du PIB d'au moins 7% par an dans les pays les moins avancés.

**8.2** : Réaliser des niveaux plus élevés de productivité économique grâce à la diversification, à la modernisation technologique et à l'innovation, notamment en se concentrant sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

**8.5** : D'ici 2030, parvenir au plein emploi productif et à un travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, et à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

### Contribution de la SIACE

Augmenter la productivité économique, la croissance et la création d'emplois en facilitant les investissements stratégiques dans LDMS et en encourageant les entreprises d'exportation à se développer au niveau international.

### En chiffres (2020-2022)

Nombre total de DCIP et BMP pris en charge dans les LDMS

**3,107 millions de dollars**

Entreprises assurées dans le secteur à forte intensité de main-d'œuvre de l'État membre :

**133 millions de dollars**

Soutien au secteur à forte intensité de main-d'œuvre du LDMS

**77 millions de dollars**

**9** INDUSTRIE,  
INNOVATION ET  
INFRASTRUCTURE



## Industrie, innovation et infrastructure

### Objectif ODD

**9.3** : Accroître l'accès des petites entreprises industrielles et autres, en particulier dans les pays en développement, aux services financiers, y compris un crédit abordable, et leur intégration dans les chaînes de valeur et les marchés.

**9.a** : Faciliter le développement d'infrastructures durables et résilientes dans les pays en développement grâce à un soutien financier, technologique et technique accru aux pays africains, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement.

### Contribution de la SIACE

Participer et s'associer avec des banques, des investisseurs, des entreprises et des OCE nationaux dans des transactions d'exportation et des investissements sur des marchés difficiles.

### En chiffres (2020-2022)

Entreprise manufacturière assurée dans les États membres

**3,215 millions de dollars**

Activités d'infrastructure assurées dans les États membres

**1,691 millions de dollars**

**17** PARTENARIATS  
POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS



## Partenariats pour l'objectif

### Objectif ODD

**17.3** : Accroître sensiblement les exportations des pays en développement, en particulier pour doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici 2020.

**17.11** : Accroître sensiblement les exportations des pays en développement, en particulier pour doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici 2020.

### Contribution de la SIACE

Améliorer l'accès au financement pour les PME et les investissements dans les infrastructures grâce à des instruments d'atténuation des risques pour les banques et au financement à moyen/long terme.

### En chiffres (2020-2022)

Entreprises assurées des OCE nationales dans les États membres :

**4,768 millions de dollars**

Total des assurés des OCE nationales dans les LDMS :

**33 millions de dollars**

## CHAPITRE HUIT

# À L'HONNEUR : PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU AU SÉNÉGAL





La SIACE a joué un rôle clé dans le soutien à la réhabilitation de l'approvisionnement en eau et du traitement du collecteur d'eaux usées de Hann-Fann à Dakar, au Sénégal. Cet élément crucial de l'infrastructure de santé et d'assainissement de la ville a été construit il y a plus de 70 ans pour desservir la zone de la baie de Hann, située juste au nord de la zone industrielle du port de Dakar. Le développement rapide a transformé ce qui était autrefois un joli village de pêcheurs en un réservoir d'effluents, et l'installation était à un stade avancé de dégradation.

L'eau potable et l'assainissement sont classés au sixième rang dans la liste des ODD, et le projet est également aligné sur les ODD 3, 8 et 11 (respectivement, bonne santé et bien-être, travail décent et croissance économique, et villes et communautés durables).

Le parrain du projet est l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), l'autorité sanitaire nationale, et la politique de la SIACE est de soutenir la Société Générale pour couvrir le non-respect des obligations financières souveraines. Il s'agit d'un montant de 50 millions d'euros (56,7 millions de dollars) avec une durée de couverture de 10 ans dans le cadre d'une facilité totale de 126 millions d'euros. [ONAS – 82 milliards de francs CFA ou 132 millions de dollars sur deux ans].

Le collecteur assure environ 8 km d'évacuation et de traitement des eaux usées, couvrant plus de dix quartiers de la ville. La réhabilitation améliorera considérablement la sécurité des eaux usées de la ville, améliorant ainsi la résilience de la population face aux problèmes de santé relatifs à l'assainissement, en particulier pendant la saison des inondations. Les enfants de certains quartiers de Dakar souffrent particulièrement du paludisme et de la diarrhée à cause de l'état des eaux usées. Grâce à ce projet, 16,5% d'entre eux – environ 150,000 enfants – verront une amélioration de leur état de santé.

Le projet permettra également de réduire le risque pour la population de contracter des maladies respiratoires en raison de l'absorption de produits chimiques toxiques. En termes économiques, le projet devrait créer 6,151 emplois directs et indirects. Un collecteur d'eaux usées plus efficace augmentera également l'attractivité de Dakar pour l'investissement direct étranger.



## CHAPITRE NEUF

Engagement continu en faveur d'un développement résilient, inclusif et réactif : les perspectives 2023

**Le monde est confronté à des risques qui semblent en même temps totalement nouveaux et étrangeté familiers. Au moment où les préoccupations liées au coût de la vie domineront les risques mondiaux pendant les deux prochaines années, l'incapacité à agir sur le climat dominera la prochaine décennie. Et un contexte économique changeant entraîne des risques de stagnation, de divergence et de détresse.**

Le retour à une « nouvelle normalité » après la pandémie de COVID-19 a été rapidement compromis par le déclenchement de la guerre d'Ukraine, ouvrant une nouvelle série de crises qui, en plus d'être économiquement et géopolitiquement déstabilisatrices, ont entraîné des défis alimentaires et énergétiques – exacerbant les problèmes que des décennies de progrès du développement avaient cherché à résoudre.

En effet, la convergence et les séquelles du COVID-19, la guerre en Ukraine et une normalisation rapide des politiques monétaires ont conduit à un environnement inflationniste – avec des effets associés sur le secteur financier – et des inquiétudes quant au fait que l'ère de faible croissance et de faible investissement continuera.

Les crises alimentaire, énergétique et des coûts exacerbent la vulnérabilité des sociétés tandis que la baisse des investissements dans le développement érode la résilience future. Les crises qui s'aggravent sont en train d'élargir leur impact sur les sociétés, d'affecter les moyens de subsistance d'une partie beaucoup plus large de la population, et de déstabiliser plus d'économies mondiales que dans les communautés et les États fragiles traditionnellement vulnérables.

Les impacts économiques sur l'énergie, l'alimentation et le coût de la vie ont été partiellement amortis par les pays qui peuvent se le permettre, mais de nombreux pays à faible revenu sont confrontés à de multiples crises : dette, changement climatique et sécurité alimentaire. Les pressions continues du côté de l'offre risquent de transformer la crise actuelle du coût de la vie en une crise humanitaire plus large au cours des deux prochaines années dans de nombreux marchés dépendants des importations.

Les chocs simultanés, les risques profondément interconnectés et l'érosion de la résilience entraînent le risque de crises disparates interagissant de sorte que l'impact dépasse de loin la somme de chaque partie. L'érosion de la coopération géopolitique aura des effets d'entraînement sur le paysage mondial des risques à moyen terme, contribuant à ce que certains universitaires ont qualifié de « polycrise » de risques environnementaux, géopolitiques et socioéconomiques interdépendants liés à l'offre et à la demande de ressources naturelles.

Répartis dans diverses régions géographiques, les États membres de la SIACE sont confrontés à des défis inhérents à leur situation. Étant donné que la prise de risque de la SIACE s'étend au-delà de ses États membres, l'environnement économique et politique mondial actuel affectera ses interventions de développement. Le changement climatique reste une préoccupation mondiale et fait l'objet de discussions internationales, notamment lors de la COP27 en Égypte en novembre 2022, pendant laquelle la SIACE a joué un rôle important. Cependant, le changement climatique n'a pas toujours, ni systématiquement, fait l'objet d'une action internationale.

Causées ou exacerbées par des conditions météorologiques extrêmes, les pénuries de nourriture et d'eau sont les principales raisons de la migration involontaire dans le monde et au sein des États membres. Le nombre de migrations forcées dues aux catastrophes climatiques et aux conflits internes est passé de 84 millions en juin 2021 à environ 100 millions en 2022, soit à peu près doublé en une décennie (UNHCR). Les populations concernées, notamment l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ainsi que l'Asie-Pacifique, sont désormais rejointes par l'Ukraine, un important exportateur de céréales et de matières premières agricoles.

Toutefois, nous restons prudemment optimistes. La SIACE occupe une position unique pour aider à remédier au déficit de financement des projets et des investissements liés au climat dans ses États membres. Beaucoup de ces pays affrontent des difficultés à attirer des capitaux pour de tels investissements. L'expertise de la SIACE et ses nombreuses années d'expérience ont montré qu'elle peut réduire les risques et attirer des investissements supplémentaires pour des projets résilients au climat, et qu'elle travaille sans relâche pour améliorer sa capacité en tant que fournisseur de financement climatique. La SIACE a de plus en plus soutenu des projets qui renforcent ses États membres contre la menace du réchauffement climatique, les aidant à la fois à se préparer et à s'adapter aux nombreux défis d'une planète qui se réchauffe et à réduire la vulnérabilité et les coûts résultant des impacts du changement climatique.

## **Pauvreté alimentaire, sécurité alimentaire et Zéro faim**

Les deux premiers des 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU sont « pas de pauvreté » et « Zéro faim ». Il y a un long chemin à parcourir depuis la situation actuelle, où la pauvreté alimentaire est trop courante dans de nombreux pays, jusqu'aux objectifs de sécurité alimentaire et de durabilité, et finalement Zéro faim. Après plusieurs années de recul de l'extrême pauvreté avant la pandémie de COVID-19, cette tendance positive s'est interrompue. La pauvreté ne peut être éradiquée immédiatement et simplement par le commerce et l'investissement, mais ses effets peuvent être atténués par la croissance économique.

Aidée par sa structure financière solide et sa capacité importante de mobilisation des ressources, la SIACE continuera à jouer un rôle central dans l'accomplissement de son mandat et dans la réduction du déficit de financement, comme en témoignent l'avis de crédit et la notation Aa3 de Moody's, au profit de ses États membres.





## Mises à jour de la mise en œuvre de la stratégie SIACE dans le cadre du réalignement stratégique de la BID 2023-2025

**La SIACE a continué à progresser dans chacun des trois piliers stratégiques dans la mise en œuvre du Cadre stratégique décennal 2015-2025 malgré l'impact sans précédent de la COVID-19 sur l'économie mondiale, la guerre en Ukraine et d'autres défis économiques.**

Le 10YSF de la SIACE a été guidé par le Cadre stratégique décennal de la BID (10YSF), avec un examen attentif des énoncés de la vision et de la mission de la Société, dans la poursuite de deux objectifs principaux :

- Obtenir des impacts sur le développement à court et à long terme dans les États membres qui peuvent être à la fois clairement visibles et ressentis de manière tangible par ceux dont ils bénéficient.
- Maintenir la viabilité financière afin d'assurer un soutien et des investissements à long terme pour les citoyens, les entreprises et les institutions des États membres.

Pour atteindre ces objectifs, la SIACE a établi trois piliers stratégiques qui constituent les pierres angulaires du modèle d'entreprise amélioré de la SIACE : l'impact sur le marché, l'optimisation du capital et la force organisationnelle.

La mise en œuvre du 10YSF par la SIACE a eu un impact considérable sur le marché. Elle reflète ses ambitions d'être une marque largement reconnue qui va au-delà de ses États membres actuels et de ses clients traditionnels. La SIACE aspire à avoir un portefeuille diversifié d'assurés, de clients et d'entreprises assurés à l'échelle mondiale et a fait des progrès significatifs dans la réalisation de ces aspirations. En outre, la SIACE a affiné le 10YSF pour tenir compte des changements et des circonstances afin de refléter les contributions des membres du Groupe de la BID et les consultations externes avec des pairs du secteur tels que d'autres agences de crédit à l'exportation, des réassureurs et des courtiers. L'exercice d'examen stratégique à mi-parcours a abouti à la redéfinition des piliers stratégiques comme suit : (1) Renforcement de l'impact, (2) Renforcement de l'efficacité, (3) Renforcement de la résilience et (4) Renforcement de la synergie du groupe de la BID, qui est considérée comme un pilier transversal.

Guidé par la nécessité pour la BID et les entités de réorienter leurs engagements et leurs interventions de développement, le réalignement stratégique de la BID 2023-2025 a été approuvé en juin 2022 par le Conseil des gouverneurs. Les thèmes principaux sont : (i) Stimuler la récupération ; (ii) Lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience ; et (iii) stimuler la croissance économique verte. Le Conseil des gouverneurs a en outre appelé les entités de la BID à harmoniser la mise en œuvre de leurs stratégies respectives conformément au réalignement stratégique de la BID 2023-2025.

L'alignement entre le réalignement stratégique de la BID et la stratégie de la SIACE est considéré à partir des domaines d'intervention communs du premier pilier de la SIACE " Améliorer l'impact ". Les principaux domaines d'intervention " Améliorer l'impact " recoupent les trois objectifs stratégiques du réalignement stratégique de la BID : (i) stimuler la reprise ; (ii) Lutter contre la pauvreté et renforcer la résilience ; et (iii) stimuler la croissance économique verte. Le pilier impact de la SIACE fera l'objet d'un rapport en harmonie avec les 3 objectifs stratégiques réalignés de la BID.

Les piliers de la SIACE consistant à renforcer la résilience et la force organisationnelle trouvent leur expression dans les catalyseurs stratégiques et les thèmes transversaux de la BID. Ceci est encore renforcé par le thème général de la synergie du Groupe de

la BID qui agit comme un outil de capacité interne pour permettre l'élargissement de l'impact des efforts d'intervention de développement du Groupe dans les États membres.

En outre, deux catalyseurs clés sont ajoutés dans le cadre stratégique réaligné de la SIACE, à savoir (i) le renforcement des partenariats et (ii) le renforcement de l'innovation, et ce, afin de mettre davantage l'accent sur ces deux catalyseurs compte tenu de leur rôle essentiel dans l'exécution du mandat de la SIACE. Le partenariat et l'innovation ont été intégrés plus tôt dans le cadre du pilier " Améliorer l'impact ".





# SIACE 2023-2025 Cadre stratégique réaligné



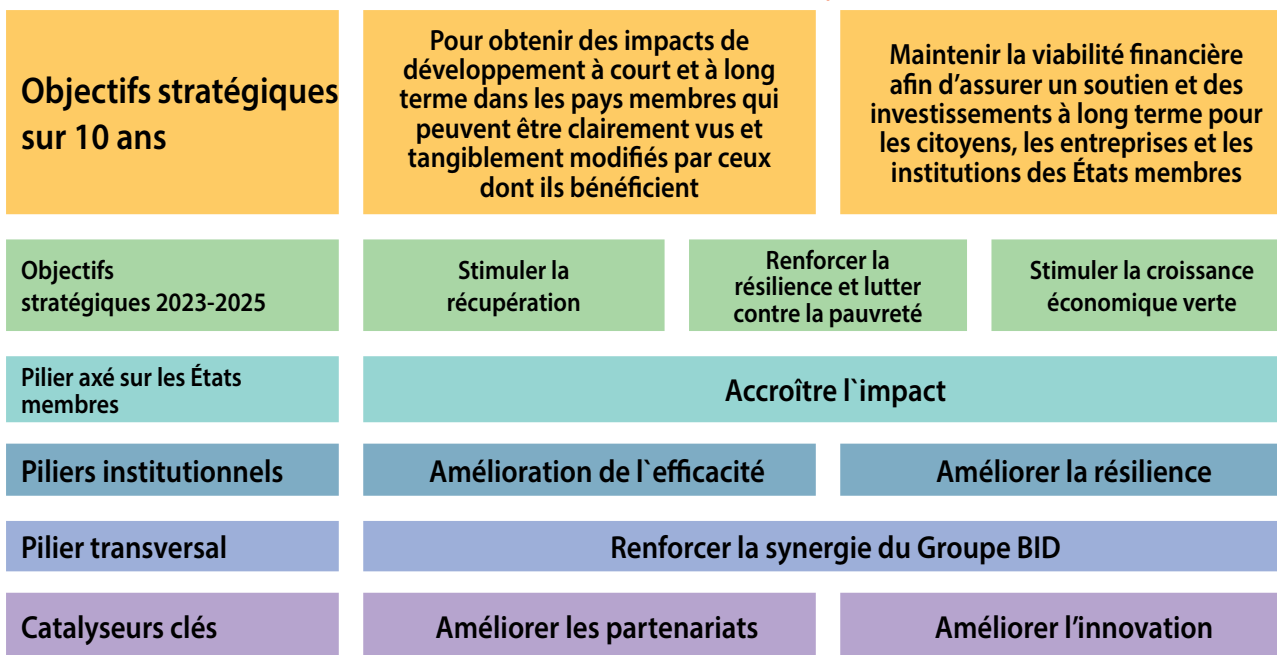
## VISION

“Être reconnu comme le catalyseur privilégié du commerce et de l’investissement durable pour un développement économique durable dans les États membres”



## MISSION

“Faciliter le commerce et l’investissement entre les pays membres et le monde grâce à des outils d’atténuation des risques conformes à la charia”



**Amélioration de l’impact** - Les progrès réalisés, liés aux livrables vers les États membres, sont cartographiés vers les trois objectifs stratégiques de la stratégie réalignée de la BID. Certaines des principales réalisations comprennent la facilitation du commerce et des investissements intra-OCI; la contribution au Programme stratégique de préparation et de réponse du Groupe de la BID (SPRP) ; le soutien du Programme d’intervention en matière de

sécurité alimentaire (FSRP) du Groupe de la BID ; la promotion de la croissance économique verte par le biais d’initiatives courantes liées à l’ESG, en développant une expertise “verte”, en développant des produits “verts” et en forgeant des partenariats “verts”.

**Amélioration de Résilience** - Les réalisations de la Société sous ce pilier comprennent l’approbation de la 3ème augmentation

générale du capital ; les développements stratégiques en matière de gestion des risques qui ont permis à la Société de maintenir un portefeuille solide et sain ; l’amélioration du rendement des investissements grâce à une stratégie d’investissement efficace ; et des résultats nets techniques toujours positifs. L’une des réalisations stratégiques les plus critiques identifiées est le redressement financier de la Société, passant de déficits constants depuis sa création à des résultats techniques positifs. En d’autres termes, d’une perte sur les opérations d’assurance de 16,7 millions USD en 2016, la Société a réalisé des excédents consécutifs au cours des six dernières années, avec un excédent record de 11 millions de dollars en 2022.

**Amélioration de l’efficacité** - Les progrès réalisés dans le cadre de ce pilier englobent l’optimisation des processus métier ; l’amélioration de la structure organisationnelle ; le développement du leadership et la planification de la relève ; et l’amélioration des habitudes de travail post-COVID-19.

**Renforcement de la synergie du groupe de la BID** - Les progrès de la SIACE dans le cadre de ce pilier transversal comprennent la contribution active aux initiatives et programmes à l’échelle du groupe de la BID destinés à soutenir les États membres et le renforcement de la coopération avec la SIFC, la SID et le FSID pour soutenir diverses transactions et initiatives visant à soutenir les États membres.

**Renforcement des partenariats** - La SIACE a établi des partenariats percutants avec la plupart des agences de crédit à l’exportation (ACE) dans les États membres ainsi qu’avec de nombreuses ACE d’États non-membres. Grâce à des partenariats de réassurance, le soutien de la SIACE aux OCE dans les États membres est passé de 400 millions de dollars en 2015 à 1,8 milliard de dollars en 2022. De même, la SIACE a soutenu la création de banques EXIM dans les États membres, dont l’Arabie saoudite et le Pakistan. La SIACE a également renforcé son partenariat avec les institutions financières de développement (IFD) et les banques multilatérales de développement (BMD) pour intensifier son intervention dans les États membres. La SIACE a continué à tirer parti de son adhésion à diverses plates-formes, tels que le pont commercial arabo-africain, le groupe de coordination arabe et la plate-forme de Co-garantie africaine.

**Amélioration de l’innovation** - Un comité de développement de produits a été créé et habilité à diriger le processus de développement de produits dans l’ensemble de la Société. Plusieurs structures et solutions innovantes ont été explorées tels que le mixer la garantie partielle des risques avec l’assurance SIACE, la création du “Fonds de garantie Afrique arabe” et la couverture des produits financiers.

# Annexes



## Le Groupe de la BID

Le Groupe de la BID (GBID) comprend six entités :



### La Banque Islamique de Développement (BID)

La Banque Islamique de Développement (BID) est une banque multilatérale de développement (BMD), qui s'efforce d'améliorer la vie de ceux que nous servons en promouvant le développement social et économique dans les États membres et les communautés musulmanes du monde entier, et en produisant un impact à grande échelle. Fournit des financements de projets d'infrastructure, de développement social et de participation au capital d'institutions financières et d'entreprises stratégiques.



### L'Institut de la Banque Islamique de Développement (ISDBI)

Fournit des formations, des recherches, des conseils et un renforcement des capacités pour le développement de l'industrie des services financiers islamiques.



### La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE)

Fournit des solutions d'assurance et de réassurance des risques politiques et commerciaux. La SIACE est notée Aa3 par Moody's.



### Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD)

Fournit des solutions de financement de projets pour développer le secteur privé dans les États membres. ICD est classée A2 par Moody's, A- par S&P et A+ par Fitch..



### Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC)

Fournit un financement et un renforcement des capacités pour encourager le commerce intra-entreprise entre les États membres de l'OIC. La SIFCest notée A1 par Moody's et AA-/A1 par IIRA.



Siège de la SIACE  
8111 King Khalid St.  
Al Nuzlah Al Yamania Dist.  
Building 3, Djeddah 2444-22332  
Royaume d'Arabie Saoudite  
Tel.: (+966) 12 644 5666  
Fax: (+966) 12 637 9755  
E-mail: [iciec-communication@isdb.org](mailto:iciec-communication@isdb.org)

**[iciec.isdb.org](http://iciec.isdb.org)**

